

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Publication conforme aux articles 472 à 478 de la loi-programme du 24 décembre 2002 publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002.

Le *Moniteur belge* peut être consulté à l'adresse
www.moniteur.be

Direction du *Moniteur belge*, rue de Louvain 40-42,
1000 Bruxelles, tél. 02 552 22 11 - Conseiller : A. Van Damme

173e ANNEE



N. 366

Publicatie overeenkomstig artikelen 472 tot 478 van de programmawet van 24 december 2002 gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002.

Dit *Belgisch Staatsblad* kan geconsulteerd worden
op : **www.staatsblad.be**

Bestuur van het Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42,
1000 Brussel, tel. 02 552 22 11 - Adviseur : A. Van Damme

173e JAARGANG

JEUDI 16 OCTOBRE 2003
PREMIERE EDITION

DONDERDAG 16 OKTOBER 2003
EERSTE EDITIE

Le Moniteur belge du 15 octobre 2003 comporte deux éditions, qui portent les numéros 364 et 365.

Het Belgisch Staatsblad van 15 oktober 2003 bevat twee uitgaven, met als volgnummers 364 en 365.

SOMMAIRE

Lois, décrets, ordonnances et règlements

Gouvernements de Communauté et de Région

Région wallonne

Ministère de la Région wallonne

17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir, p. 50060.

INHOUD

Wetten, decreten, ordonnanties en verordeningen

Gemeenschaps- en Gewestregeringen

Waals Gewest

Ministerie van het Waalse Gewest

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen, bl. 50172.

Gemeinschafts- und Regionalregierungen

Wallonische Region

Ministerium der Wallonischen Region

17. JULI 2003 — Erllass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen, S. 50114.

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN**

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3962

[2003/201138]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant la forme des demandes
et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 115, alinéa 2, 127, § 2, alinéa 2, et 133, alinéa 1^{er}, modifiés par le décret du 18 juillet 2002;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 18 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les chapitres XIII et XIV comprenant les articles 381 à 388 du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont remplacés par le texte suivant :

« CHAPITRE XII. — De la forme des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de modifications de permis de lotir par le collège des bourgmestre et échevins.

Art. 381. Les décisions du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant les permis d'urbanisme doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire A dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 30). Ce formulaire est complété par l'indication, dans l'angle supérieur gauche, de l'administration qui l'utilise.

Art. 382. Les décisions du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant les permis de lotir doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire B dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 31). Ce formulaire est complété par l'indication, dans l'angle supérieur gauche, de l'administration qui les utilise.

Art. 383. Les décisions du collège des bourgmestre et échevins octroyant ou refusant les modifications de permis de lotir doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire C dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 31). Ce formulaire est complété par l'indication, dans l'angle supérieur gauche, de l'administration qui les utilise.

CHAPITRE XIII. — De la forme des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de modifications de permis de lotir par le fonctionnaire délégué en application de l'article 118.

Art. 384. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis d'urbanisme en application de l'article 118 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire D dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 32).

Art. 385. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis de lotir en application de l'article 118 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire E dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 32).

Art. 386. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les modifications de permis de lotir en application de l'article 118 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire F dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 32).

CHAPITRE XIV. — De la forme des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de modifications de permis de lotir par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué en application des articles 121, 122 et 127.

Art. 387. Les décisions du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis d'urbanisme en application de l'article 127 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire G dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 12).

Art. 388. Les décisions du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis de lotir en application de l'article 127 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire H dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 13).

Art. 388/1. Les décisions du Gouvernement ou du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les modifications de permis de lotir en application de l'article 127 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire I dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14).

Art. 388/2. Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les permis d'urbanisme en application de l'article 121 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire O dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14).

Art. 388/3. Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les permis de lotir en application de l'article 121 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire P dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14).

Art. 388/4. Les décisions du Gouvernement octroyant ou refusant les modifications de permis de lotir en application de l'article 121 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire Q dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14).

Art. 388/5. Les décisions du fonctionnaire délégué octroyant ou refusant les permis d'urbanisme en application de l'article 122 doivent, sous peine de nullité, être prises en utilisant le formulaire R dont un modèle est annexé au présent Code (annexe 14). ».

Art. 2. § 1^{er}. Dans l'intitulé du chapitre VI comprenant les articles 274 à 276 du titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots « *et de la forme des décisions du fonctionnaire délégué* » sont supprimés.

§ 2. Les articles 275 et 276, du même Code, sont abrogés.

Art. 3. Dans l'article 308, alinéa unique, 1^o, du même Code, les mots » annexe 23 » sont remplacés par les mots « annexe 20 ».

Art. 4. L'article 311, alinéa unique, 1^o, du même Code, est remplacé par le texte suivant :

« 1^o Une demande de permis, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe 23. »

Art. 5. L'article 314, alinéa unique, 1^o, du même Code, est remplacé par le texte suivant :

« 1^o Une demande de permis, en triple exemplaire, éventuellement contresignée par les propriétaires de lots compris dans le lotissement autorisé, rédigée sur un formulaire dressé par la commune et mis gratuitement par elle à la disposition du demandeur; le formulaire doit comprendre le texte du modèle repris à l'annexe 24; ».

Art. 6. Les annexes 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 et 32 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme sont remplacées respectivement par les annexes 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 et 32 publiées en annexe du présent arrêté.

Art. 7. Les annexes 15, 16 et 17 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 portant les annexes au Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme sont abrogées.

Art. 8. Le chapitre XVI du Titre I^{er} du livre IV du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, comprenant les articles 390 à 392 est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur 30 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 30 - FORMULAIRE A

(1) **DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISME**

Le collègue des bourgmestre et échevins,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'article 123, 1^o de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par et les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

— adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

— déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n^o 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé sur le lot n^o... dans le périmètre du lotissement n^o ... non périmé autorisé par... du...;

(2) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) Considérant l'arrêté ministériel du ... faisant entrer la commune en régime de décentralisation en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme;

(2) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -; qu'en vertu de l'article 109 du Code précité, le permis est délivré de l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié la dernière fois dernièrement par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(2) Considérant qu'en vertu de l'article 84, § 2, alinéa 2, 3° et alinéa 3 du Code précité, les actes et travaux projetés ne requièrent pas l'avis du fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification ou le tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) ...; qu'une proposition motivée de dérogation - a été - n'a pas été - adressée par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition - est — n'est pas - requise;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du... est - favorable - favorable conditionnelle - défavorable -; que sa décision est libellée et motivée comme suit ...;

Considérant que seul le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué peut, à titre exceptionnel, accorder des dérogations;

(2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué transmise en date du... n'a pas été envoyée au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que la décision du Fonctionnaire délégué est réputée favorable par défaut conformément à l'article 116, § 5, alinéa 2 du Code précité;

(1) (2) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (4)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2^o et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) Considérant que l'avis - conforme - du Fonctionnaire délégué a été sollicité en date du... en application de l'article — 107, § 2, — 109 — du Code précité; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable -; que son avis - conforme - est libellé et motivé comme suit :...;

(1) (2) Considérant que l'avis — conforme - du Fonctionnaire délégué transmis en date du... n'a pas été envoyé au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que l'avis du Fonctionnaire délégué est réputé favorable par défaut en vertu de l'article 116, § 5, alinéa 2 du Code précité;

(9) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

- (1) Article 1^{er}. — Le permis d'urbanisme sollicité par... est - octroyé - refusé.
 - (5) - Le titulaire du permis devra :
 - (2) 1^o respecter toutes les conditions prescrites par l'avis conforme du Fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus;
 - (6) 2^o ...
 - (2) (5) (7) Article... — Les travaux ou actes permis seront réalisés en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...
 - (5) (8) Article... — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du...
- Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.
- (5) Article... — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.
 - (5) Article... — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment...

A....., le.....;

PAR LE COLLEGE :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (4) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (6) A compléter, le cas échéant, par le collège des bourgmestre et échevins.
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.
- (8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.
- (9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

(1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 108, le recours est introduit auprès du Gouvernement par le fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 122. Dans les cas visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, 3°, le demandeur peut introduire un recours auprès du seul fonctionnaire délégué par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 108. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué introduit auprès du Gouvernement le recours motivé visé à l'article 119, § 2, alinéa 2, si la procédure a été irrégulière ou si le permis n'est pas conforme :

1° au plan de secteur, s'il n'existe ni plan communal d'aménagement ni permis de lotir;

2° au plan communal ou au permis de lotir;

3° au règlement communal d'urbanisme ou à un règlement régional d'urbanisme;

4° à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en vertu de l'article 6 de cette loi;

5° à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113.

Il précise la nature de l'irrégularité dans la procédure ou la disposition à laquelle le permis n'est pas conforme.

§ 2. Le fonctionnaire délégué peut également introduire un recours motivé auprès du Gouvernement :

1° lorsque la décision du collège des bourgmestre et échevins est divergente de l'avis émis par la Commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de Commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du présent Code, soit :

- vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;
- cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;
- cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;
- deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;
- trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants;
- ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège;

3° lorsque le Gouvernement a décidé la révision du plan communal d'aménagement ou l'établissement d'un plan communal d'aménagement ayant pour effet de réviser ou d'annuler tout ou partie d'un permis de lotir.

Le permis doit reproduire le présent article.'

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du fonctionnaire délégué, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§ 2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

5) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. § 3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 87, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins.

6) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

7) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 126. Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1^{er};

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 31 - FORMULAIRE B**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS DE LOTIR**

Le collège des bourgmestre et échevins,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'article 123, 1° de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis de lotir relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet la division dudit bien en... lots en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

- adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;
- déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(2) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) Considérant l'arrêté ministériel du ... faisant entrer la commune en régime de décentralisation en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme;

(2) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -; qu'en vertu de l'article 109 du Code précité, le permis est délivré de l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; qu'une proposition motivée de dérogation — a été — n'a pas été - adressée par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition — est — n'est pas — requise;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable - favorable conditionnelle — défavorable -; que sa décision est libellée et motivée comme suit :

Considérant que seul le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué peut, à titre exceptionnel, accorder des dérogations;

(2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué transmise en date du... n'a pas été envoyée au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que la décision du Fonctionnaire délégué est réputée favorable par défaut conformément à l'article 116, § 5, alinéa 2 du Code précité;

(1) (2) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (4)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2^o et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) Considérant que l'avis — conforme - du Fonctionnaire délégué a été sollicité en date du... en application de l'article — 107, § 2, — 109 — du Code précité; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable -; que son avis - conforme - est libellé et motivé comme suit :...;

(1) (2) Considérant que l'avis — conforme - du Fonctionnaire délégué transmis en date du... n'a pas été envoyé au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que l'avis du Fonctionnaire délégué est réputé favorable par défaut en vertu de l'article 116, § 5, alinéa 2 du Code précité;

(8) Considérant que...

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Décide :

- (1) Article 1^{er}. — Le permis de lotir sollicité par... est - octroyé - refusé.
- (5) - Le titulaire du permis devra :
- (2) 1° respecter toutes les conditions prescrites par l'avis conforme du Fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus;
- (6) 2° ...
- (2)(5)(7) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

A....., le.....;

PAR LE COLLEGE :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (4) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (5) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (6) A compléter, le cas échéant, par le collège des bourgmestre et échevins.
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.
- (8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 108 le recours est introduit auprès du Gouvernement par le fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 108. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué introduit auprès du Gouvernement le recours motivé visé à l'article 119, § 2, alinéa 2, si la procédure a été irrégulière ou si le permis n'est pas conforme :

1° au plan de secteur, s'il n'existe ni plan communal d'aménagement ni permis de lotir;

2° au plan communal ou au permis de lotir;

3° au règlement communal d'urbanisme ou à un règlement régional d'urbanisme;

4° à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en vertu de l'article 6 de cette loi;

5° à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113.

Il précise la nature de l'irrégularité dans la procédure ou la disposition à laquelle le permis n'est pas conforme.

§ 2. Le fonctionnaire délégué peut également introduire un recours motivé auprès du Gouvernement :

1° lorsque la décision du collège des bourgmestre et échevins est divergente de l'avis émis par la Commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de Commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du présent Code, soit :

— vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;-

— cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;

— cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;

— deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;

— trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants;

— ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège;

3° lorsque le Gouvernement a décidé la révision du plan communal d'aménagement ou l'établissement d'un plan communal d'aménagement ayant pour effet de réviser ou d'annuler tout ou partie d'un permis de lotir.

Le permis doit reproduire le présent article.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du fonctionnaire délégué, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sans applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 31 - FORMULAIRE C**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DE LA MODIFICATION DU PERMIS DE LOTIR**

Le collège des bourgmestre et échevins,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu l'article 123, 1^o de la Nouvelle loi communale;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

(1) Considérant que..., propriétaire - du - des - lot(s)...., a introduit une demande de modification du permis de lotir n° ... non périmé, autorisé par... du... relatif à un bien sis à... cadastré section..., en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

— adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

— déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot ont contresigné la demande;

(1) (2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste; que - le - les - propriétaire(s) du - des - lot(s)... — a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées; que ce(s) propriétaire(s) possède(nt) - plus - moins - d'un quart des lots autorisés dans le permis initial;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s)... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste;

(1) (3) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier introduit ou des réclamations que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) Considérant l'arrêté ministériel du ... faisant entrer la commune en régime de décentralisation en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -; qu'en vertu de l'article 109 du Code précité, le permis est délivré de l'avis conforme du fonctionnaire délégué;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de modification - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3)(4) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; qu'une proposition motivée de dérogation — a été — n'a pas été — adressée par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition — est — n'est pas — requise;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable -; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

Considérant que seul le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué peut, à titre exceptionnel, accorder des dérogations;

(2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué transmise en date du à n'a pas été envoyée au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que la décision du Fonctionnaire délégué est réputée favorable par défaut conformément à l'article 116, § 5, alinéa 2, du Code précité;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2^o et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) (3) Considérant que l'avis — conforme - du Fonctionnaire délégué a été sollicité en date du... en application de l'article — 107, § 2, — 109 — du Code précité; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable -; que son avis - conforme - est libellé et motivé comme suit :...;

(1) (2) (3) Considérant que l'avis - conforme - du Fonctionnaire délégué transmis en date du... n'a pas été envoyé au collège des bourgmestre et échevins dans les 35 jours de sa demande; que l'avis du Fonctionnaire délégué est réputé favorable par défaut en vertu de l'article 116, § 5, alinéa 2 du Code précité;

(9) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — La modification du permis de lotir sollicitée par... est - octroyée - refusée.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) 1^o respecter toutes les conditions prescrites par l'avis conforme du Fonctionnaire délégué reproduit ci-dessus;

(7) 2^o...

(2) (6) (8) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

A....., le.....;

PAR LE COLLEGE :

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) A biffer ou effacer si le(s) propriétaire(s) possédant plus du quart des lots manifestent leur opposition.
- (4) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de modification déroge.
- (5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (7) A compléter, le cas échéant, par le collège des bourgmestre et échevins.
- (8) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.
- (9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 108 le recours est introduit auprès du Gouvernement par le fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Art. 108. § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué introduit auprès du Gouvernement le recours motivé visé à l'article 119, § 2, alinéa 2, si la procédure a été irrégulière ou si le permis n'est pas conforme :

1° au plan de secteur, s'il n'existe ni plan communal d'aménagement ni permis de lotir;

2° au plan communal ou au permis de lotir;

3° au règlement communal d'urbanisme ou à un règlement régional d'urbanisme;

4° à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en vertu de l'article 6 de cette loi;

5° à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113.

Il précise la nature de l'irrégularité dans la procédure ou la disposition à laquelle le permis n'est pas conforme.

§ 2. Le fonctionnaire délégué peut également introduire un recours motivé auprès du Gouvernement :

1° lorsque la décision du collège des bourgmestre et échevins est divergente de l'avis émis par la Commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de Commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du présent Code, soit :

- vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;
- cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;
- cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;
- deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;
- trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants;
- ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège;

3° lorsque le Gouvernement a décidé la révision du plan communal d'aménagement ou l'établissement d'un plan communal d'aménagement ayant pour effet de réviser ou d'annuler tout ou partie d'un permis de lotir.

Le permis doit reproduire le présent article.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du fonctionnaire délégué, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots, n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 32 - FORMULAIRE D

SAISINE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE

(1)(4) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISME

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

- adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;
- déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(1) Considérant que le demandeur a invité le Fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de permis en date du...; que la saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable - pour les motifs suivants :...;

(2) (4) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (4) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (4) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (4) Considérant que le bien est situé sur le lot n°... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par... du...;

(2) (4) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (4) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (4) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (4) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(2) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte à des actes et travaux visés à l'article 84, § 2, alinéa 2, 3° du Code précité;

(1) (2) (4) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (4) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (4) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) ...; qu'une proposition motivée de dérogation - a été - n'a pas été - adressée en date du... par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition — est — n'est pas — requise;

(1) (2) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2° et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(4) (9) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

Article 1^{er}. — La saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable.

(1) (4) Article... — Le permis d'urbanisme sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :...

(2) (6) (7) Article... — Les travaux ou actes permis seront réalisés en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

(6) (8) Article... — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du...

Article... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

(6) Article... — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

(6) Article... — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment...

A....., le.....;

Le Fonctionnaire délégué,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(4) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable.

(5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(6) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable ou si le permis n'est pas délivré.

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.

(8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.

(9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du Fonctionnaire délégué.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège des bourgmestre et échevins, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au Fonctionnaire délégué.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§ 2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

5) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. § 3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 87, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins.

6) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

7) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 126. Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1^{er};

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre - Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 32 - FORMULAIRE E

SAISINE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE(1) (3) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS DE LOTIR

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis de lotir relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet la division dudit bien en... lots en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

- adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

- déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(1) Considérant que le demandeur a invité le Fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de permis en date du...; que la saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable - pour les motifs suivants :...;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité;

(2) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; qu'une proposition motivée de dérogation — a été — n'a pas été — adressée par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition — est — n'est pas — requise;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2^o et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(3) (8) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

décide :

Article 1^{er}. — La saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable.

(1) (3) Article... — Le permis de lotir sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra ...

(2) (6) (7) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après ...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

A....., le.....;

Le Fonctionnaire délégué,

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable.
- (4) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (6) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable ou si le permis n'est pas délivré.
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.
- (8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du Fonctionnaire délégué.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège des bourgmestre et échevins, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au Fonctionnaire délégué.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4.) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102.A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 32 - FORMULAIRE F

SAISINE DU FONCTIONNAIRE DELEGUE

(1) (3) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DE LA MODIFICATION DU PERMIS DE LOTIR

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

(1) Considérant que..., propriétaire - du - des - lot(s)..., a introduit une demande de modification du permis de lotir n° ... non périmé, autorisé par... du... relatif à un bien sis à... cadastré section..., en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été :

— adressée à l'administration communale par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

— déposée à l'administration communale contre récépissé daté du...;

(1) Considérant que le demandeur a invité le Fonctionnaire délégué à statuer sur sa demande de permis en date du...; que la saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable - pour les motifs suivants ...;

(2) (3) (4) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(2) (3) (4) Considérant que tous les propriétaires d'un lot ont contresigné la demande;

(1) (2) (3) (4) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste; que - le - les - propriétaire(s) du - des - lot(s)... — a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées; que ce(s) propriétaire(s) possède(nt) - plus - moins - d'un quart des lots autorisés dans le permis initial;

(1) (2) (3) (4) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s)... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste;

(1) (3) (4) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier introduit ou des réclamations que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(1) (2) (3) (4) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) (4) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) (4) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) (4) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) (4) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) (4) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3)(4) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) (3) (4) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) (4) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) (4) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) (4) Considérant que la demande de modification - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) (4) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (3) (4) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (3) (4) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) (4) (5) Considérant que la demande de modification n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...; qu'une proposition motivée de dérogation — a été — n'a pas été — adressée en date du ... par le collège des bourgmestre et échevins au Fonctionnaire délégué; qu'une telle proposition — est — n'est pas — requise;

(1) (2) (3) (4) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (6)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 1^{er}, 2° et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(9) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

Article 1^{er}. — La saisine du Fonctionnaire délégué est - recevable - irrecevable.

(1) (3) Article... — La modification du permis de lotir sollicitée par... est - octroyée - refusée.

(7) - Le titulaire du permis devra :...

(2) (7) (8) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

Article... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collègue des bourgmestre et échevins aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de recours.

A....., le.....;

Le Fonctionnaire délégué,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable.

(4) A biffer ou effacer si le(s) propriétaire(s) possédant plus du quart des lots manifestent leur opposition.

(5) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de modification déroge.

(6) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(7) A biffer ou effacer si la saisine du Fonctionnaire délégué est irrecevable ou si le permis n'est pas délivré.

(8) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.

(9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 119. § 1^{er}. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi recommandé à la poste dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Est jointe au recours une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours. Les délais d'instruction et de décision ne commencent à courir qu'à dater de la réception de cette copie.

§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du Fonctionnaire délégué.

Art. 452/13. Les recours visés à l'article 119 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours renseigne dans la lettre la date à laquelle il a reçu la décision du Fonctionnaire délégué.

2) SUSPENSION DU PERMIS

Art. 119. § 2. Le recours du collège des bourgmestre et échevins, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé simultanément au demandeur et au Fonctionnaire délégué.

3) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

4) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

5) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collègue des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collègue transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre - Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

PERSONNES DE DROIT PUBLIC OU ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISME

(1) Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué -,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la Direction de... de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

(2) Considérant que la demande porte sur des actes et travaux pour lesquels aucune délégation n'est accordée au Fonctionnaire délégué pour le motif suivant : ...

(1) (2) Considérant que - le demandeur — le collègue des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ...; que, conformément à l'article 127, § 6, du Code précité, le recours est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé sur le lot n°... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (3) Considérant que l'avis du collègue des bourgmestre et échevins a été sollicité en date du... et transmis en date du...; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) (3) Considérant que l'avis du Fonctionnaire délégué - a été — n'a pas été - transmis au Gouvernement en date du ...; que son avis est — favorable — favorable conditionnel — défavorable -; que son avis est libellé et motivé comme suit : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué - a été — n'a pas été - transmise en date du ... au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins; que sa décision est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable — réputée défavorable par défaut -; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 127, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(3) (9) Considérant que

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — Le permis d'urbanisme sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article... — Les travaux ou actes permis seront réalisés en... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

(6)(8) Article... — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du...

Article... Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de....

(6) Article... — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

(6) Article... — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment..

(10) Article... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissants d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

(1) - Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué - ,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable.

(4) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.

(8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.

(9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

(10) A ne mentionner que dans l'hypothèse où la décision est prise par le Gouvernement.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE**

1. VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège des bourgmestre et échevins peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§ 2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. § 3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 87, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 126. Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1^{er};

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 13 - FORMULAIRE H

PERSONNES DE DROIT PUBLIC**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS DE LOTIR**

(1) Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué -,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que... a introduit une demande de permis de lotir relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet la division dudit bien en... lots en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été : adressée au Fonctionnaire délégué de la Direction de... de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

(2) Considérant que la demande porte sur un projet pour lequel aucune délégation n'est accordée au Fonctionnaire délégué pour le motif suivant : ...;

(1) (2) Considérant que — le demandeur — le collègue des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ... que, conformément à l'article 127, § 6, du Code précité, le recours est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire - ... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande à été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

Décide :

(1) Article 1^{er}. — Le permis de lotir sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2)(6) (7) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après ...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de....

(9) Article... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

(1) - Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué - ,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable.

(4) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.

(8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

(9) A ne mentionner que dans l'hypothèse où la décision est prise par le Gouvernement.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège des bourgmestre et échevins peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

4) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

5) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 14 - FORMULAIRE I
PERSONNES DE DROIT PUBLIC

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DE LA MODIFICATION DU PERMIS DE LOTIR

(1) Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué -,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisation l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne tel que modifié notamment par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 15 mai 2003 ainsi que par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 respectivement relatifs à l'organisation de l'évaluation des incidences sur l'environnement et à la liste des projets soumis à étude d'incidences;

Considérant que..., propriétaire - du - des - lot(s)..., a introduit une demande de modification du permis de lotir n°... non périmé, autorisé par... du... relatif à un bien sis à... cadastré section..., en vue de...;

(1) Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la Direction de... de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, par envoi recommandé à la poste contre accusé de réception postal daté du...;

(2) Considérant que la demande porte sur un projet pour lequel aucune délégation n'est accordée au Fonctionnaire délégué pour le motif suivant : ...;

(1) (2) Considérant que — le demandeur — le collège des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du à; que, conformément à l'article 127, § 6, du Code précité, le recours est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot ont contresigné la demande;

(1) (2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste; que - le - les - propriétaire(s) du - des - lot(s)... — a - ont - introduit une réclamation dans un délai de trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées; que ce(s) propriétaire(s) possède(nt) - plus - moins - d'un quart des lots autorisés dans le permis initial;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) propriétaire(s) - du - des - lot(s)... qui - n'a - n'ont - pas contresigné la demande - n'a - n'ont - pas reçu une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste;

(1) (3) Considérant qu'il - ne - ressort - pas - du dossier introduit ou des réclamations que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en -aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande à été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de modification - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme ... pour le(s) motif(s) suivant(s) : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de modification a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;
- (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 127, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (3) Considérant que l'avis du collège des bourgmestre et échevins de... a été sollicité en date du... et transmis en date du...; que son avis est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(1) (2) (3) Considérant que l'avis du Fonctionnaire délégué — a été — n'a pas été — transmis au Gouvernement en date du ...; que son avis est — favorable — favorable conditionnel — défavorable -; que son avis est libellé et motivé comme suit : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué — a été — n'a pas été — transmise en date du... au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins; que sa décision est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable — réputée défavorable par défaut -; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(8) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — La modification du permis de lotir sollicité par... est - octroyée - refusée.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après :... —

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de....

(9) Article... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissants d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

(1) - Le Ministre - Le Fonctionnaire délégué -,

.....

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable ou si le(s) propriétaires(s) possédant plus du quart des lots manifestent leur opposition.
- (4) Indiquer les prescriptions du plan communal d'aménagement, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de modification déroge.
- (5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (7) **Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption de 5 ans.**
- (8) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.
- (9) A ne mentionner que dans l'hypothèse où la décision est prise par le Gouvernement.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège des bourgmestre et échevins peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

4) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

5) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 20 - FORMULAIRE J

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

(à remplir en double exemplaire)

(1) Je soussigné(e).....
 - demeurant à - ayant établi mes bureaux à -
 rue
 n°..... tél. n°
 - agissant au nom et pour le compte de -
 - demeurant à - ayant établi ses bureaux à -.....
 rue..... n°..... tél. n°.....,
 sollicite un permis d'urbanisme en vue de réaliser, sur un bien appartenant à (3)
 sis à.....
 rue..... n°..... cadastré section....., les actes et travaux suivants :

(1) Je joins à la présente :

a) les documents et renseignements prescrits par le livre IV, Titre premier, Chapitre VII et VIII du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

b) l' (les) attestation(s) ci-jointe(s) de l' (des) architecte(s) chargé(s) de l'établissement des plans;

c)..... exemplaires des plans, établis conformément aux modalités déterminées par le Code précité, dressés :

- par le soussigné;

- par....., - demeurant à - ayant établi ses bureaux à -.....rue

n°..... tél. n°, agissant en qualité de - mandataire - préposé - du soussigné;

- par, architecte, - demeurant à - ayant établi ses bureaux à -..... rue n°..... tél. n°

d) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude d'incidences sur l'environnement;

e) les documents et renseignements prescrits par le règlement communal du..... (4)

(1) En cas d'exécution des travaux prévus dans la présente demande, l'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux est :

- le soussigné;

-, demeurant à ... ruen°..... tél. n°

(1) J'autorise la Commune et l'Administration de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme à communiquer à mon architecte, en même temps qu'à moi-même, les remarques formulées au sujet des plans.

(1) (2) Je déclare :

- que le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du..... (4);

- que le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du.....(4);

- n'avoir relevé aucune contradiction entre le projet et les prescriptions urbanistiques applicables au bien;

- avoir relevé

(1) (2) Je sollicite une dérogations que le projet s'écarte - de la - des -au — aux - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien : pour le(s) motif(s) suivant(s) :à, et, en conséquence, sollicite une dérogation auxdites prescriptions.

Je m'engage également à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

A, le.....;

(signature)

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'Administration communale.

(3) Préciser les droits du demandeur ou, le cas échéant du mandant, sur le bien s'il n'en est pas propriétaire.

(4) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre - Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
 M. FORET

ANNEXE 21 - FORMULAIRE K

(1) ATTESTATION DE L'ARCHITECTE

(à remplir en double exemplaire)

Je soussigné(e)

- demeurant à- ayant établi mes bureaux à -

rue n°

tél. n°

(2) Atteste :

a) que je suis en droit d'exercer en Belgique la profession d'architecte et que je suis :

- inscrit au tableau de l'Ordre des architectes;

- inscrit à la liste des stagiaires de l'Ordre des architectes;

- porteur de l'autorisation dont question à l'article 8 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes;

- architecte enregistré comme prestataire de services en Belgique.

b) que j'ai été chargé par

- de l'établissement des plans relatifs aux actes et travaux suivants :

.....

à réaliser sur un bien sis à

rue n°cadasté section

- du contrôle de l'exécution des travaux.

(2) (3) Je prends acte que le projet que le projet établi par moi s'écarte — de la — des — prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien : J'atteste sur l'honneur :

- n'avoir relevé aucune contradiction entre le projet établi par moi et les prescriptions urbanistiques applicables au bien;

- avoir relevé que le projet établi par moi s'écarte - de la - des - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien : pour le(s) motif(s) suivant(s);.....

Je m'engage à faire part sans délai au collège des bourgmestre et échevins de la Commune de de toute décharge prématurée de ma mission de contrôle de l'exécution des travaux.

A, le

(signature)

(1) Lorsque les plans sont établis par plusieurs personnes, chacune d'elles doit remplir une attestation. Il en est de même lorsque la (les) personne(s) chargée(s) du contrôle de l'exécution des travaux est (sont) différente(s) de celle(s) chargée(s) de l'établissement des plans.

(2) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(3) Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'Administration communale.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 22 - FORMULAIRE L

(1) ATTESTATION DE L'ARCHITECTE SOUMISE AU VISA DU CONSEIL DE L'ORDRE DES ARCHITECTES

(à remplir en double exemplaire)

Je soussigné(e)

- demeurant à - ayant établi mes bureaux à -

rue n°

tél. n°

(2) Atteste : que je suis en droit d'exercer en Belgique la profession d'architecte et que je suis :

- inscrit au tableau de l'Ordre des architectes;
- inscrit à la liste des stagiaires de l'Ordre des architectes;
- porteur de l'autorisation dont question à l'article 8 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes;
- architecte enregistré comme prestataire de services en Belgique.

(3) (4) (5) Je déclare avoir envoyé, par pli recommandé à la poste, une attestation de ce type en double exemplaire au Conseil de l'Ordre des architectes de la province de et n'avoir reçu, dans les dix jours ouvrables à dater de l'envoi précité, la décision du Conseil de l'Ordre sur la demande de visa.

A....., le.....;

(signature)

Visa du Conseil de l'Ordre

(1) Lorsque les plans sont établis par plusieurs personnes, chacune d'elles doit remplir une attestation. Il en est de même lorsque la (les) personne(s) chargée(s) du contrôle de l'exécution des travaux est (sont) différente(s) de celle(s) chargée(s) de l'établissement des plans.

(2) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(3) Mentionner le Conseil auquel ressortit l'architecte.

(4) Cette dernière déclaration n'est à remplir que si le Conseil de l'Ordre ne s'est pas prononcé, dans le délai prévu, sur la demande de visa.

(5) Dans cette hypothèse, le déclarant doit annexer à l'attestation le document prouvant l'envoi, par pli recommandé à la poste, d'une attestation de ce type en double exemplaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 23 - FORMULAIRE M

DEMANDE DE PERMIS DE LOTIR

(1) Je soussigné(e)
 - demeurant à - ayant établi mes bureaux à - rue.....n°..... tél. n°.....,
 - agissant au nom et pour le compte de -
 - demeurant à - ayant établi ses bureaux à -
 rue..... n° tél. n°
 sollicite le permis de diviser un bien, appartenant à (4)
 sis à rue..... n°..... cadastré section....., en..... lots en vue de (3) :.....

Je joins à la présente :

a) les documents et renseignements prescrits par le livre IV, Titre premier, Chapitre IX du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

b) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude d'incidences sur l'environnement;

c) les documents et renseignements prescrits par le règlement communal du (5).

(1) (2) Je déclare que :

- le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du (5);

le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du(5);

n'avoir relevé aucune contradiction entre le projet et les prescriptions urbanistiques applicables au bien;

**(1) (2) Je sollicite une dérogations au — aux - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s)
 applicable(s) au bien :
 pour le(s) motif(s) suivant(s) : à**

A, le

(signature)

1. Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'administration communale.

(3) Préciser l'objet de la demande.

(4) Préciser les droits du demandeur ou, le cas échéant du mandant, sur le bien s'il n'en est pas propriétaire.

(5) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
 M. FORET

ANNEXE 24 - FORMULAIRE N

DEMANDE DE MODIFICATION D'UN PERMIS DE LOTIR

(1) Je soussigné(e)
 - demeurant à - ayant établi mes bureaux à - rue..... n°.....
 tél. n°
 - propriétaire d'un bien sis à rue n°..... cadastré section....., lot n°..... du lotissement n° non périmé,
 délivré en date du,
 - agissant au nom et pour le compte de — demeurant à - ayant établi ses bureaux à

 rue..... n° tél. n°
 propriétaire d'un bien sis à rue n°..... cadastré section....., lot n°..... du lotissement non périmé délivré en
 date du
 sollicite la modification du permis de lotir précité en vue de (3) :

Je joins à la présente :

- a) les documents et renseignements prescrits par le livre IV, Titre premier, Chapitre IX du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;
- b) soit la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement dûment complétée, soit une étude d'incidences sur l'environnement;
- c) les documents et renseignements prescrits par le règlement communal du..... (4).

(1) (2) Je déclare que :

- le projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme n° 2 délivré en date du..... (4);
- le projet a fait l'objet d'un certificat de patrimoine délivré en date du.....(4);

(1) (2) Je sollicite une dérogations au — aux - prescription(s) urbanistique(s) suivante(s) applicable(s) au bien :
 pour le(s) motif(s) sui-
 vant(s) : à
 et, en conséquence, sollicite une dérogation auxdites prescriptions.

A, le;
 (signature)

Propriétaires d'un lot ayant contresigné la demande :

NOM	PROPRIETAIRE LOT N°	DATE	SIGNATURE

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) Ces renseignements peuvent être obtenus auprès de l'administration communale.
- (3) Préciser l'objet de la modification.
- (4) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.
 Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
 M. FORET

ANNEXE 14 - FORMULAIRE O

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISME**

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que... a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet...;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le collège des bourgmestre et échevins de la commune de ... a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — le permis d'urbanisme;

(1) (2) Considérant que la décision du collège des bourgmestre et échevins a été réceptionnée par le - demandeur — Fonctionnaire délégué - le ,

(1) (2) Considérant qu'en date du ..., le demandeur a saisi le Fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai prescrit à l'article 118, § 2 du Code précité;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le Fonctionnaire délégué a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — le permis d'urbanisme;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur - collège des bourgmestre et échevins - le,

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; que ledit recours a — n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux prescrits à l'article 119, § 2 du Code précité; qu'il a — n'a pas - été adressé au demandeur en même temps qu'au Ministre; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(1) (2) Considérant que le — demandeur - collège des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a — n'a pas — été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé sur le lot n°... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s);

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s);

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable-; que sa décision est libellée et motivée comme suit :

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s);

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine ont été invitées à comparaître à une audition devant la Commission d'avis qui a eu lieu le ...;

(2) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., l'avis suivant : ...;

(2) Considérant que cette Commission n'a pas transmis son avis dans le délai prescrit; que cet avis est réputé favorable à l'auteur du recours;

(2) Considérant que le demandeur a envoyé en date du ... une lettre de rappel, réceptionnée par le Gouvernement le ...;

(3) (9) Considérant que

.....

.....

.....

.....

.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — Le permis d'urbanisme sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article... — Les travaux ou actes permis seront réalisés en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

(6)(8) Article... — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au collègue des bourgmestre et échevins de la commune de... et au Fonctionnaire délégué.

(6) Article... — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collègue des bourgmestre et échevins et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

(6) Article... — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment...

Article ... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissant d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A, le.....;

Le Ministre,

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable.
- (4) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.
- (8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.
- (9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE**

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§ 2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si leur réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

3) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. § 3. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe premier.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins. Toutefois, dans le cas visé à l'article 127, la prorogation est accordée par le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué.

4) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

5) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 126. Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1^{er};

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre - Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 14 - FORMULAIRE P

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS DE LOTIR**

Le Ministre,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que... a introduit une demande de permis de lotir relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet la division dudit bien en... lots en vue de ...;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le collège des bourgmestre et échevins de la commune de ... a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — le permis de lotir;

(1) (2) Considérant que la décision du collège des bourgmestre et échevins a été réceptionnée par le - demandeur — Fonctionnaire délégué - le ...;

(2) Considérant qu'en date du ..., le demandeur a saisi le Fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai prescrit à l'article 118, § 2 du Code précité;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le Fonctionnaire délégué a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — le permis de lotir;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur - collège des bourgmestre et échevins - le ...;

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; que ledit recours a — n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux prescrits à l'article 119, § 2 du Code précité; qu'il a — n'a pas - été adressé au demandeur en même temps qu'au Ministre; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(1) (2) Considérant que le — demandeur - collège des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a — n'a pas — été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande à été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1^{bis} alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du à, et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de à - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable-; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine ont été invitées à comparaître à une audition devant la Commission d'avis qui a eu lieu le ...;

(2) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., l'avis suivant : ...;

(2) Considérant que cette Commission n'a pas transmis son avis dans le délai prescrit; que cet avis est réputé favorable à l'auteur du recours;

(2) Considérant que le demandeur a envoyé en date du ... une lettre de rappel, réceptionnée par le Gouvernement le ...;

(3) (9) Considérant que

Décide :

(1) Article 1^{er}. — Le permis de lotir sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article ... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après : ...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins de la commune de... et au Fonctionnaire délégué.

Article ... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissants d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

Le Ministre,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable.

(4) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.

(8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.

(9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE**

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve des ventes et locations est fournie par la notification au collège des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 100. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

3) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105. La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

4) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis de lotir détermine ceux des lots visés à l'article 89, § 3, alinéa 1^{er}, qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE 14 - FORMULAIRE Q

RECOURS AU GOUVERNEMENT WALLON**(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS — DE MODIFICATION DU PERMIS DE LOTIR**

Le Ministre,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que... a introduit une demande de modification du permis de lotir n° ... non périmé, autorisé par ... du ... relatif à un bien sis à... cadastré section..., en vue de ...;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le collège des bourgmestre et échevins de la commune de ... a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — la modification du permis de lotir;

(1) (2) Considérant que la décision du collège des bourgmestre et échevins a été réceptionnée par le - demandeur — Fonctionnaire délégué - le ...;

(2) Considérant qu'en date du ..., le demandeur a saisi le Fonctionnaire délégué;

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué n'a pas statué dans le délai prescrit à l'article 118, § 2 du Code précité;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le Fonctionnaire délégué a — octroyé — octroyé sous condition(s) — refusé — la modification du permis de lotir;

(1) (2) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué a été réceptionnée par le demandeur - collège des bourgmestre et échevins - le ...;

(1) (2) Considérant que le Fonctionnaire délégué a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; que ledit recours a — n'a pas - été introduit dans les formes et délais légaux prescrits à l'article 119, § 2 du Code précité; qu'il a — n'a pas - été adressé au demandeur en même temps qu'au Ministre; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(1) (2) Considérant que le — demandeur - collège des bourgmestre et échevins — a introduit un recours auprès du Gouvernement en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a — n'a pas — été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot ont contresigné la demande;

(1) (2) (3) Considérant que tous les propriétaires d'un lot, qui n'ont pas contresigné la demande, ont reçu, préalablement à son introduction, une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste; que — le — les — propriétaire(s) du — des — lot(s) ... - a — ont — introduit une réclamation dans un délai de trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées; que ce(s) propriétaire(s) possède(nt) — plus — moins — d'un quart des lots autorisés dans le permis initial;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) propriétaire(s) — du — des — lot(s) à qui — n'a — n'ont — pas contresigné la demande — n'a — n'ont — pas reçu une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste;

(1) (3) Considérant qu'il — ne — ressort — pas — du dossier introduit ou des réclamations que l'autorisation de modifier le permis porte atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien - classé - inscrit sur la liste de sauvegarde - situé dans une zone de protection visée à l'article 209 du Code précité - localisé dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233 du Code précité -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat de patrimoine non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de ... - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du ..., et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de ... - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis implique - l'ouverture de nouvelles voies de communication communales - la modification du tracé de voies de communication communales existantes - l'élargissement de voies de communication communales existantes - la suppression de voies de communication communales existantes -; que la demande de permis a — n'a pas été — soumise à l'avis de l'administration régionale — provinciale; que le Conseil communal, après mesures particulières de publicité, en a délibéré;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement - une étude d'incidences sur l'environnement -;

(2) (3) Considérant qu'une étude d'incidences sur l'environnement a été réalisée pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collègue des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable-; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) ...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

Considérant que les parties et la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine ont été invitées à comparaître à une audition devant la Commission d'avis qui a eu lieu le ...;

Considérant que l'article 120 du Code précité institue une Commission d'avis chargée d'émettre un avis motivé sur les recours visés à l'article 119 dudit Code;

(2) Considérant que cette Commission a transmis, en date du ..., l'avis suivant : ...;

(2) Considérant que cette Commission n'a pas transmis son avis dans le délai prescrit; que cet avis est réputé favorable à l'auteur du recours;

(2) Considérant que le demandeur a envoyé en date du ... une lettre de rappel, réceptionnée par le Gouvernement le ...;

(3) (9) Considérant que

.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — La modification du permis de lotir sollicitée par... est - octroyée - refusée.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article... — Le lotissement sera réalisé en... phases successives, comme il est précisé ci-après ...

Article ... — Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, au collègue des bourgmestre et échevins de la commune de... et au Fonctionnaire délégué.

Article ... — Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissants d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;

3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

Le Ministre,

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.

(3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable ou si le(s) propriétaire(s) possédant plus du quart des lots manifestent leur opposition

(4) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.

(5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.

(6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.

(7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.

(8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.

(9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 98. Lorsque le permis de lotir n'implique pas de charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé pour la partie restante lorsque des actes visés à l'article 89, § 1^{er}, alinéa 3, portant sur au moins un tiers des lots n'ont pas été enregistrés dans le délai de cinq ans de sa délivrance.

La preuve des ventes et locations est fournie par la notification au collègue des extraits des actes certifiés conformes par le notaire ou le receveur de l'enregistrement, avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Art. 99. Lorsque le permis de lotir implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé des voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, il est périmé lorsque le titulaire du permis n'a pas exécuté les travaux et les charges imposés ou fourni les garanties financières exigées dans les cinq ans de sa délivrance.

Le permis est également périmé si, dans ce même délai, le titulaire n'a pas exécuté les charges d'urbanisme ou fourni les garanties financières imposées.

Art. 100. Lorsque la réalisation du permis de lotir est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. 101. La péremption du permis de lotir s'opère de plein droit.

4) MODIFICATION DU PERMIS

Art. 102. A la demande de tout propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir, une modification de celui-ci peut être autorisée pour autant qu'elle ne porte pas atteinte aux droits résultant de conventions expresses entre les parties.

Ne peut être considérée comme convention visée à l'alinéa 1^{er} la seule retranscription des prescriptions urbanistiques du permis de lotir dans un acte authentique ou une convention sous seing privé.

Art. 103. Les dispositions réglant le permis de lotir sont applicables à sa modification, sans préjudice de l'accomplissement des formalités ci-après.

Avant d'introduire sa demande, le propriétaire adresse une copie conforme de celle-ci par lettre recommandée à la poste, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. Les récépissés de dépôt des lettres recommandées à la poste sont annexés au dossier joint à la demande.

Les réclamations sont introduites au collège des bourgmestre et échevins, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours de la date du dépôt à la poste des lettres recommandées.

La modification est refusée lorsque le ou les propriétaires possédant plus du quart des lots autorisés dans le permis initial manifestent leur opposition au collège, par lettre recommandée à la poste adressée dans le délai visé à l'alinéa 3.

Art. 105 La modification du permis de lotir n'a aucun effet sur le délai de péremption du permis de lotir dont la modification est demandée.

5) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LOTISSEMENTS IMPLIQUANT DES CHARGES D'URBANISME OU L'OUVERTURE DE VOIES DE COMMUNICATION

Art. 95. Nul ne peut procéder à la division autorisée par le permis de lotir ou une phase de celui-ci impliquant des charges d'urbanisme ou l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège des bourgmestre et échevins et notifié au lotisseur par envoi recommandé à la poste. Le collège transmet copie de ce certificat au fonctionnaire délégué.

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis de lotir demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'architecte de l'équipement du lotissement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

Le cas échéant, le permis de lotir détermine ceux des lots visés à l'article 89, § 3, alinéa 1^{er}, qui peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ANNEXE 14 - FORMULAIRE R

RECOURS AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

(1) DECISION - D'OCTROI - DE REFUS - DU PERMIS D'URBANISMEF

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que... a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à... cadastré section..., et ayant pour objet...;

(1) (2) Considérant qu'en date du ... le collège des bourgmestre et échevins de la commune de ... a — octroyé sous condition(s) — refusé — le permis d'urbanisme;

(1) (2) Considérant que la décision du collège des bourgmestre et échevins a été réceptionnée par le demandeur le ...;

(1) (2) Considérant que le demandeur a introduit un recours auprès du Fonctionnaire délégué en date du ..., réceptionné le ...; qu'il a — n'a pas — été introduit dans les formes et délais légaux; qu'il est — recevable — irrecevable -;

(2) (3) Considérant qu'un certificat d'urbanisme n° 2 non périmé relatif à l'objet de la demande a été délivré en date du...;

(1) (2) (3) Considérant que le bien est situé - dans un périmètre... — en zone... au plan de secteur de... adopté par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... dans le périmètre du plan communal d'aménagement... approuvé par... du..., et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

(2) (3) Considérant que le bien est situé sur le lot n°... dans le périmètre du lotissement n° ... non périmé autorisé par... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le règlement général sur les bâtisses en site rural est applicable sur le territoire où est situé le bien en vertu de... du...;

(2) (3) Considérant que le bien est situé en zone... au schéma de structure communal adopté par... du...;

(1) (2) (3) Considérant qu'un règlement communal d'urbanisme approuvé par... du... est en vigueur sur l'ensemble du territoire communal où est situé le bien et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er} du Code précité; que le bien est situé en - aire - sous aire -... audit règlement;

(2) (3) Considérant que les règlements régionaux ou communaux d'urbanisme suivants sont également applicables sur le territoire ou la partie du territoire communal où le bien est situé :...;

(1) (3) Considérant que la demande de permis - comprend - ne comprend pas - une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un site Natura 2000 visé par l'article 1bis alinéa unique 18° de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans le périmètre d'un territoire désigné en vertu de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, dernièrement modifié par le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages;

(1) (2) Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables dernièrement modifié la dernière fois par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et par le décret du 12 décembre 2002;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien - situé dans une des zones faiblement habitées qui ne seront pas pourvues d'égout et qui feront l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 3, 9° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 — qui, bien que repris en zone agglomérée, peut faire l'objet d'une épuration individuelle en vertu de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux résiduaires urbaines ainsi que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du projet de Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de ... qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome, dont le régime fut rendu applicable par décision du ..., et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(1) (2) Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de ... - qui reprend celui-ci en zone d'assainissement autonome et qui doit faire l'objet d'une épuration individuelle au sens de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement collectif, peut faire l'objet d'une épuration individuelle, en vertu de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires — qui, bien que repris en zone d'assainissement autonome, peut être dispensé d'épuration individuelle en vertu de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 relatif au règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires;

(2) (3) (4) Considérant que la demande de permis n'est pas conforme... pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que la décision du Fonctionnaire délégué sur la demande de dérogation transmise par le collège des bourgmestre et échevins en date du ... est — favorable — favorable conditionnelle — défavorable-; que sa décision est libellée et motivée comme suit : ...;

(1) (2) (3) Considérant que la demande de permis a été soumise à des mesures particulières de publicité pour le(s) motif(s) suivant(s) :...;

(1) (2) (3) Considérant que - qu'aucune -... réclamation(s) - a - ont - n'a - été introduite(s); qu'une réunion de concertation - a - n'a pas - été organisée;

(1) (2) (3) Considérant que le(s) service(s) ou commission(s) visé(s) ci-après - a - ont - été consulté(s) pour le(s) motif(s) suivant(s) :

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

— (service/commission)... : (motif)...; que son avis sollicité en date du... et transmis en date du... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -; (5)

(1) (2) Considérant que l'avis de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement a été sollicité en date du ... en application de l'article 116, § 2, et transmis en date du ... est - favorable - favorable conditionnel - défavorable - réputé favorable par défaut -;

(3) (9) Considérant que
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Décide :

(1) Article 1^{er}. — Le permis d'urbanisme sollicité par... est - octroyé - refusé.

(6) - Le titulaire du permis devra :

(2) (6) (7) Article... — Les travaux ou actes permis seront réalisés en... phases successives, comme il est précisé ci-après :...

(6) (8) Article... — Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au-delà du...

Article...— Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins de la commune de...

(6) Article... — Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

(6) Article... — Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements, notamment...

Article...— Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un ressortissants d'un Etat, membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

A....., le.....;

Le Fonctionnaire délégué,
.....

- (1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s).
- (2) A biffer ou effacer si ce n'est pas le cas.
- (3) A biffer ou effacer si le recours auprès du Gouvernement est irrecevable.
- (4) Indiquer les prescriptions du plan de secteur, du plan communal d'aménagement, du permis de lotir, du règlement régional ou communal d'urbanisme auxquelles la demande de permis déroge.
- (5) A compléter par un ou plusieurs tirets s'il y a lieu.
- (6) A biffer ou effacer si le permis n'est pas délivré.
- (7) Indiquer pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai de péremption.
- (8) A n'utiliser que dans les cas visés à l'article 88 du Code précité.
- (9) Indiquer les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision.

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME
ET DU PATRIMOINE**

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§ 2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si leur réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

3) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. § 3. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe premier.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins. Toutefois, dans le cas visé à l'article 127, la prorogation est accordée par le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué.

4) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, le collège des bourgmestre et échevins ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant la forme des demandes et des décisions relatives aux permis d'urbanisme, permis de lotir et modifications de permis de lotir.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3962

[2003/201138]

17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere Artikel 115 Absatz 2, 127 § 2 Absatz 2, und 133 Absatz 1, in der durch das Dekret vom 18. Juli 2002 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 mit den Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 27. Februar 2003;

Aufgrund des am 18. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Kapitel XIII und XIV mit den Artikeln 381 bis 388 des Titels I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"KAPITEL XII - Form der durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen

Art. 381 - Die Beschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums über die Gewährung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars A, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 30) beiliegt, gefasst werden. Dieses Formular ist links oben durch Angabe der Verwaltung, die es verwendet, zu ergänzen.

Art. 382 - Die Beschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums über die Gewährung oder Ablehnung einer Parzellierungsgenehmigung müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars B, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 31) beiliegt, gefasst werden. Dieses Formular ist links oben durch Angabe der Verwaltung, die es verwendet, zu ergänzen.

Art. 383 - Die Beschlüsse des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums über die Zulassung oder Ablehnung einer Änderung an einer Parzellierungsgenehmigung müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars C, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 31) beiliegt, gefasst werden. Dieses Formular ist links oben durch Angabe der Verwaltung, die es verwendet, zu ergänzen.

KAPITEL XIII - Form der durch den beauftragten Beamten in Anwendung von Art. 118 gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen

Art. 384 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung in Anwendung von Art. 118 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars D, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 32) beiliegt, gefasst werden.

Art. 385 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 118 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars E, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 32) beiliegt, gefasst werden.

Art. 386 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Zulassung oder Ablehnung einer Änderung an einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 118 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars F, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 32) beiliegt, gefasst werden.

KAPITEL XIV - Form der durch die Regierung oder den beauftragten Beamten in Anwendung von Art. 121, 122 und 127 gefassten Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen.

Art. 387 - Die Beschlüsse der Regierung oder des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars G, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 12) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388 - Die Beschlüsse der Regierung oder des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars H, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 13) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388/1 - Die Beschlüsse der Regierung oder des beauftragten Beamten über die Zulassung oder Ablehnung von Änderungen an einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 127 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars H, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388/2 - Die Beschlüsse der Regierung über die Gewährung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung in Anwendung von Art. 121 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars O, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388/3 - Die Beschlüsse der Regierung über die Gewährung oder Ablehnung einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 121 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars P, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388/4 - Die Beschlüsse der Regierung über die Zulassung oder Ablehnung von Änderungen an einer Parzellierungsgenehmigung in Anwendung von Art. 121 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars Q, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.

Art. 388/5 - Die Beschlüsse des beauftragten Beamten über die Gewährung oder Ablehnung einer Städtebaugenehmigung in Anwendung von Art. 122 müssen bei Strafe der Nichtigkeit unter Verwendung des Formulars R, von dem ein Muster vorliegendem Gesetzbuch (Anlage 14) beiliegt, gefasst werden.

Art. 2 - § 1. In der Überschrift von Kapitel VI mit den Artikeln 274 bis 276 von Titel I, Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "und Form der Beschlüsse des beauftragten Beamten" gestrichen.

§ 2. Die Artikel 275 und 276 desselben Gesetzbuches werden außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - In Art. 308, einziger Absatz, 1°, desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Anlage 23" durch den Wortlaut "Anlage 20" ersetzt.

Art. 4. Art. 311, einziger Absatz, 1°, desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"1° einen Genehmigungsantrag auf einem durch die Gemeinde aufgestellten Formular, das dem Antragsteller unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird; dieses Formular muss den Wortlaut des in der Anlage 23 übernommenen Musters enthalten".

Art. 5. Art. 314, einziger Absatz, 1°, desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"1° einen Genehmigungsantrag in dreifacher Ausfertigung, der gegebenenfalls von den Eigentümern der Parzelle(n) in der genehmigten Parzellierung gegenzuzeichnen ist, auf einem durch die Gemeinde aufgestellten Formular, das dem Antragsteller unentgeltlich zur Verfügung gestellt wird; dieses Formular muss den Wortlaut des in der Anlage 24 übernommenen Musters enthalten".

Art. 6 - Die Anlagen 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 und 32 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 mit den Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden durch die Anlagen 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 bzw. 32 des vorliegenden Erlasses ersetzt.

Art. 7 - Die Anlagen 15, 16 und 17 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 mit den Anlagen zum Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - Buch IV, Titel I, Kapitel XVI des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, mit den Artikeln 390 bis 392, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt 30 Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Raumordnung und des Städtebaus wird mit der Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

ANLAGE 30 - FORMULAR A

(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Artikels 123, 1° des neuen Gemeindegesetzes;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Städtebaugenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;

- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... - in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut auf der Parzelle Nr.... im Umkreis der Parzellierung Nr. ..., die nicht verfallen ist und durch ... vom ... genehmigt worden ist, steht;

(2) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund ... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer — Fläche — Unterfläche ...steht;

(2) In Erwägung des Ministerialerlasses vom, durch den für die Gemeinde das Dezentralisierungssystem in Sachen Raumordnung und Städtebau eingeführt wird;

(2) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes — in der Schutzliste eingetragenes — in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes — an einem in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft; dass die Genehmigung aufgrund des Artikels 109 des vorerwähnten Gesetzbuches nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gewährt wird;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom la dernière fois 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von ... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom ... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von ... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss — das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbe-
reich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann — das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(2) In der Erwägung, dass das Gutachten des beauftragten Beamten für die geplanten Handlungen und Arbeiten aufgrund des Artikels 84, § 2, Absatz 2, 3° und Absatz 3 des vorerwähnten Gesetzbuches nicht erforderlich ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung — die Erschließung von neuen kommunalen Verkehrswegen — die Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege — das Verbreitern der bestehenden kommunalen Verkehrswege — die Streichung der bestehenden kommunalen Verkehrswege voraussetzt -; dass der Antrag auf Genehmigung nicht der Gemeindeverwaltung — der Provinzialverwaltung zur Begutachtung vorgelegt worden ist; dass der Gemeinderat nach den besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen dazu beraten hat;

(1) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung — eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit — eine Umweltverträglichkeitsprüfung — enthalten — nicht enthalten ist;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist...; dass — ein — kein begründeter Abweichungsvorschlag dem beauftragten Beamten durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugesandt worden ist; dass ein solcher Vorschlag - erforderlich — nicht erforderlich ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist...;

In der Erwägung, dass nur die Regierung oder der beauftragte Beamte Abweichungen ausnahmsweise gewähren kann;

(2) In der Erwägung, dass der am ... übermittelte Beschluss des beauftragten Beamten nicht dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugesandt worden ist; dass des Beschluss des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116, § 5, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches mangels Vorlage als günstig gilt;

(1) (2) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

— (Dienststelle/Kommission)...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

— (Dienststelle/Kommission)...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

— (Dienststelle/Kommission)...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (4)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116, § 1, 2 angefordert und am ... übermittelt worden ist - - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt;

(1) (2) In der Erwägung, dass das - gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten am ... in Anwendung des Artikels - 107, § 2, - 109 - des vorerwähnten Gesetzbuches angefordert worden ist; dass sein Gutachten - - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist; dass ein - gleichlautendes - Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das am ... übermittelte — gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschickt worden ist; dass das nicht zeitig vorgelegte Gutachten des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116, § 5, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(9) In der Erwägung, dass

.....

.....

.....

.....

beschliesst:

- (1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Städtebaugenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.
- (5) - Der Inhaber der Genehmigung wird:
- (2) 1° alle im oben angeführten gleichlautenden Gutachten des beauftragten Beamten vorgeschriebenen Bedingungen einhalten müssen;
- (6) 2° ...
- (2)(5)(7) Artikel... — Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen werden in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....
- (5) (8) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen dürfen den ... nicht überschreiten;
- Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.
- (5) Artikel ... - Der Inhaber der Genehmigung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten per Einschreibebrief über den Beginn der genehmigten Arbeiten oder Handlungen, dies mindestens 8 Tage vor deren Beginn.
- (5) Artikel ... - Die vorliegende Genehmigung befreit nicht von der Verpflichtung, die durch andere Gesetze oder Regelungen auferlegten Erlaubnisse oder Genehmigungen zu beantragen, wie z. B....
-, den.....;

DURCH DAS KOLLEGIUM:

Der Generalsekretär,

Der Bürgermeister,

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.
- (3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.
- (4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.
- (5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.
- (6) Gegebenenfalls durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium auszufüllen.
- (7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.
- (8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.
- (9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beifügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. In den in Artikel 108 genannten Fällen wird der Einspruch durch den beauftragten Beamten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung eingereicht.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zugestellt wurde.

Art. 122 - In den in Artikel 84, § 2, Absatz 2, 3° erwähnten Fällen kann der Antragsteller einen Einspruch auch nur bei dem beauftragten Beamten mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einreichen, und zwar innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums.

Art. 108 - § 1. Der beauftragte Beamte legt bei der Regierung den begründeten Einspruch im Sinne von Artikel 119, § 2, Absatz 2 ein, wenn das Verfahren regelwidrig verlaufen ist oder die Genehmigung den folgenden Vorschriften nicht entspricht:

- 1° dem Sektorenplan, wenn weder ein kommunaler Raumordnungsplan noch eine Parzellierungsgenehmigung besteht;
- 2° dem kommunalen Raumordnungsplan oder der Parzellierungsgenehmigung;
- 3° der kommunalen Städtebauordnung oder einer regionalen Städtebauordnung;

4° dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung kraft Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind;

5° der in Anwendung von Artikel 110 bis 113 bewilligten Abweichung.

Er erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren oder die Bestimmung, der die Genehmigung nicht entspricht.

§ 2. Der beauftragte Beamte kann bei der Regierung ebenfalls einen begründeten Einspruch einlegen:

1° wenn der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von der durch den Kommunalausschuss im Rahmen einer obligatorischen Befragung dieses Ausschusses abgegebenen Stellungnahme abweicht;

2° falls kein Kommunalausschuss besteht, wenn bei einer in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführten öffentlichen Untersuchung entweder:

- fünfundzwanzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als zehntausend Einwohnern geht;
- fünfzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von zehntausend bis fünfundzwanzigtausend Einwohnern;
- hundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfundzwanzigtausend bis fünfzigtausend Einwohnern;
- zweihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfzigtausend bis hunderttausend Einwohnern;
- dreihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit mehr als hunderttausend Einwohnern geht;

im Laufe der besagten Untersuchung persönliche und begründete Bemerkungen über das Projekt geäußert haben und wenn diese Bemerkungen im Beschluss des Kollegiums nicht berücksichtigt wurden;

3° wenn die Regierung die Revision des kommunalen Raumordnungsplans oder die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans beschlossen hat, woraus sich die Revision oder die Aufhebung einer gesamten oder eines Teils einer Parzellierungsgenehmigung als Folge ergibt;

Die Genehmigung muss den vorliegenden Artikel wiedergeben.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des beauftragten Beamten sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 1. Wenn innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung der Städtebaugenehmigung der Inhaber noch nicht eindeutig mit den einschlägigen Arbeiten begonnen hat, so verfällt die Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind, es sei denn, ihre phasenweise Durchführung wurde zugestanden. In diesem Fall wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Der Verfall der Genehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) VERLÄNGERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 3. Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um ein Jahr verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in Art. 87, § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt.

6) BESCHEINIGUNG ÜBER DIE KONFORMITÄT DER ARBEITEN

Art. 139 - § 1. Der Genehmigungsempfänger muss spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist oder vor einer Abtretung überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

7) BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR GRUPPIERTE BAUTEN

Art. 126 - Wenn eine Städtebaugenehmigung mehrere Bauten erlaubt, und wenn diese die Anlage von gemeinschaftlichen Infrastrukturen und gemeinschaftlichen Ausrüstungen, einschließlich der Abwasserklärvorrichtungen benötigen, kann die Genehmigung die unentgeltlichen bzw. entgeltlichen Umschreibungen der Teilung, der Gründung eines Erbpacht- bzw. eines Baurechts, der Vermietung für mehr als neun Jahre bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit dieser Güter der Vorlage der folgenden Unterlagen unterwerfen:

1° eine unter den in Artikel 95, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erteilte Bescheinigung;

2° einer Aufteilungsurkunde, die vom Notar ausgefertigt worden ist und die städtebaulichen Vorschriften der Siedlung als Gesamtheit und die Verwaltungsmodalitäten der gemeinschaftlichen Teile festlegt.

Die Genehmigung gibt die eventuellen Ausführungsphasen für jede der Bauten an unter Angabe des Anfangsdatums für jede Phase.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 31 - FORMULAR B**(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG**

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Artikels 123, 1° des neuen Gemeindegesetzes;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend die Parzellierung des besagten Gutes in ... Parzellen zwecks ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;

- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(2) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) In Erwägung des Ministerialerlasses vom....., durch den für die Gemeinde das Dezentralisierungssystem in Sachen Raumordnung und Städtebau eingeführt wird;

(2) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft; dass die Genehmigung aufgrund des Artikels 109 des vorerwähnten Gesetzbuches nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gewährt wird;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist:...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...; dass — ein — kein begründeter Abweichungsvorschlag dem beauftragten Beamten durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugeschiedt worden ist; dass ein solcher Vorschlag - erforderlich — nicht erforderlich ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

In der Erwägung, dass nur die Regierung oder der beauftragte Beamte Abweichungen ausnahmsweise gewähren kann;

(2) In der Erwägung, dass der am ... übermittelte Beschluss des beauftragten Beamten dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschiedt worden ist; dass der nicht zeitig vorgelegte Beschluss des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116, § 5, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(1) (2) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission)...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (4)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116, § 1, 2 angefordert und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig - ist — mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (2) In der Erwägung, dass das - gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten am ... in Anwendung des Artikels - 107, § 2, - 109 - des vorerwähnten Gesetzbuches angefordert worden ist; dass sein Gutachten - - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist; dass sein - gleichlautendes - Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das am ... übermittelte — gleichlautende - Gutachten des beauftragten Beamten dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium nicht innerhalb von 35 Tagen ab dessen Antrag zugeschickt worden ist; dass das nicht zeitig vorgelegte Gutachten des beauftragten Beamten gemäß Artikel 116, § 5, Absatz 2 des vorerwähnten Gesetzbuches als günstig gilt;

(9) In der Erwägung, dass

.....

.....

.....

.....

beschliesst:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Parzellierungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(5) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) 1° alle im oben angeführten gleichlautenden Gutachten des beauftragten Beamten vorgeschriebenen Bedingungen einhalten müssen;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel... — Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... — Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.

....., den.....;

DURCH DAS KOLLEGIUM:

Der Generalsekretär,

Der Bürgermeister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(5) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(6) Gegebenenfalls durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium auszufüllen.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigelegt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. In den in Artikel 108 genannten Fällen wird der Einspruch durch den beauftragten Beamten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung eingereicht.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zugestellt wurde.

Art. 108 - § 1. Der beauftragte Beamte legt bei der Regierung den begründeten Einspruch im Sinne von Artikel 119, § 2, Absatz 2 ein, wenn das Verfahren regelwidrig verlaufen ist oder die Genehmigung den folgenden Vorschriften nicht entspricht:

1° dem Sektorenplan, wenn weder ein kommunaler Raumordnungsplan noch eine Parzellierungsgenehmigung besteht;

2° dem kommunalen Raumordnungsplan oder der Parzellierungsgenehmigung;

3° der kommunalen Städtebauordnung oder einer regionalen Städtebauordnung;

4° dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung kraft Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind;

5° der in Anwendung von Artikel 110 bis 113 bewilligten Abweichung.

Er erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren oder die Bestimmung, der die Genehmigung nicht entspricht.

§ 2. Der beauftragte Beamte kann bei der Regierung ebenfalls einen begründeten Einspruch einlegen:

1° wenn der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von der durch den Kommunalausschuss im Rahmen einer obligatorischen Befragung dieses Ausschusses abgegebenen Stellungnahme abweicht;

2° falls kein Kommunalausschuss besteht, wenn bei einer in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführten öffentlichen Untersuchung entweder:

fünfundzwanzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als zehntausend Einwohnern geht;

fünfzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von zehntausend bis fünfundsiebzigtausend Einwohnern;

hundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfundsiebzigtausend bis fünfzigtausend Einwohnern;

zweihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfzigtausend bis hunderttausend Einwohnern;

dreihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit mehr als hunderttausend Einwohnern geht;

im Laufe der besagten Untersuchung persönliche und begründete Bemerkungen über das Projekt geäußert haben und wenn diese Bemerkungen im Beschluss des Kollegiums nicht berücksichtigt wurden;

3° wenn die Regierung die Revision des kommunalen Raumordnungsplans oder die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans beschlossen hat, woraus sich die Revision oder die Aufhebung einer gesamten oder eines Teils einer Parzellierungsgenehmigung als Folge ergibt;

Die Genehmigung muss den vorliegenden Artikel wiedergeben.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des beauftragten Beamten sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) ANDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, die Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 31 - FORMULAR C

(1) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG DER ÄNDERUNG EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Artikels 123, 1° des neuen Gemeindegesetzes;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

(1) In der Erwägung, dass

..., als Eigentümer(in) der Parzelle(n)..., einen Antrag zur Änderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Parzellierungsgenehmigung Nr. ... eingereicht hat, bezüglich eines in ... gelegenen Gutes, katastriert Flur ..., zwecks;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;
- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle den Antrag gegengezeichnet haben;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten haben; dass der - die Eigentümer der Parzelle(n) ...binnen dreißig Tagen nach dem Aufgeben der Einschreiben bei der Post eine Beschwerde eingereicht hat / haben; dass diese(r) Eigentümer(in)(en) mehr - weniger als ein Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen besitzt (besitzen);

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer der - Parzelle(n), der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Akte oder den Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung zur Änderung der Genehmigung die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) In Erwägung des Ministerialerlasses vom....., durch den für die Gemeinde das Dezentralisierungssystem in Sachen Raumordnung und Städtebau eingeführt wird;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft; dass die Genehmigung aufgrund des Artikels 109 des vorerwähnten Gesetzbuches nach gleichlautendem Gutachten des beauftragten Beamten gewährt wird;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

beschliesst

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Änderung der Parzellierungsgenehmigung wird zugelassen - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) 1° alle im oben angeführten gleichlautenden Gutachten des beauftragten Beamten vorgeschriebenen Bedingungen einhalten müssen;

(7) 2° ...

(2)(6)(8) Artikel... — Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... — Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.

....., den.....;

DURCH DAS KOLLEGIUM:

Der Generalsekretär,

Der Bürgermeister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der (die) Eigentümer, der (die) mehr als ein Viertel der Parzellen besitzen, sich dagegen aussprechen.

(4) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Änderung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(7) Gegebenenfalls durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium auszufüllen.

(8) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigefügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. In den in Artikel 108 genannten Fällen wird der Einspruch durch den beauftragten Beamten innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums bei der Regierung eingereicht.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums zugestellt wurde.

Art. 108 - § 1. Der beauftragte Beamte legt bei der Regierung den begründeten Einspruch im Sinne von Artikel 119, § 2, Absatz 2 ein, wenn das Verfahren regelwidrig verlaufen ist oder die Genehmigung den folgenden Vorschriften nicht entspricht:

1° dem Sektorenplan, wenn weder ein kommunaler Raumordnungsplan noch eine Parzellierungsgenehmigung besteht;

2° dem kommunalen Raumordnungsplan oder der Parzellierungsgenehmigung;

3° der kommunalen Städtebauordnung oder einer regionalen Städtebauordnung;

4° dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung kraft Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind;

5° der in Anwendung von Artikel 110 bis 113 bewilligten Abweichung.

Er erklärt die Art der Regelwidrigkeit in dem Verfahren oder die Bestimmung, der die Genehmigung nicht entspricht.

§ 2. Der beauftragte Beamte kann bei der Regierung ebenfalls einen begründeten Einspruch einlegen:

1° wenn der Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von der durch den Kommunalausschuss im Rahmen einer obligatorischen Befragung dieses Ausschusses abgegebenen Stellungnahme abweicht;

2° falls kein Kommunalausschuss besteht, wenn bei einer in Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführten öffentlichen Untersuchung entweder:

- fünfundzwanzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit weniger als zehntausend Einwohnern geht;
- fünfzig Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von zehntausend bis fünfundzwanzigtausend Einwohnern;
- hundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfundzwanzigtausend bis fünfzigtausend Einwohnern;
- zweihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, für eine Gemeinde mit einer Bevölkerungszahl von fünfzigtausend bis hunderttausend Einwohnern;
- dreihundert Personen, die in dem Bevölkerungsregister der Gemeinde, in der das Projekt gelegen ist, eingetragen sind, wenn es um eine Gemeinde mit mehr als hunderttausend Einwohnern geht;
- im Laufe der besagten Untersuchung persönliche und begründete Bemerkungen über das Projekt geäußert haben und wenn diese Bemerkungen im Beschluss des Kollegiums nicht berücksichtigt wurden;

3° wenn die Regierung die Revision des kommunalen Raumordnungsplans oder die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplans beschlossen hat, woraus sich die Revision oder die Aufhebung einer gesamten oder eines Teils einer Parzellierungsgenehmigung als Folge ergibt;

Die Genehmigung muss den vorliegenden Artikel wiedergeben.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des beauftragten Beamten sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, die Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 32 - FORMULAR D

ANRUFUNG DES BEAUFTRAGTEN BEAMTEN

(1) (4) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Städtebaugenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;
- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten dazu aufgefordert hat, über seinen Genehmigungsantrag vom ... zu befinden; dass die Anrufung des beauftragten Beamten aus folgenden Gründen zulässig - nicht zulässig ist:...

(2) (4) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass das Gut auf der Parzelle Nr.... im Umkreis der Parzellierung Nr...., die nicht verfallen ist und durch... vom... genehmigt worden ist, steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel Ibis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(2) (4) In der Erwägung, dass sich der Genehmigungsantrag auf in Art. 84 § 2 Absatz 2, 3° des vorerwähnten Gesetzbuchs erwähnte Handlungen und Arbeiten bezieht;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreiterung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (4) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (4) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist... ...; dass — ein — kein begründeter Abweichungsvorschlag dem beauftragten Beamten am ... (Datum) durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugeschickt worden ist; dass ein solcher Vorschlag - erforderlich — nicht erforderlich ist;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116, § 1, 2 angefordert und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(4) (9) In der Erwägung, dass

beschliesst:

Artikel 1 - Die Anrufung des beauftragten Beamten ist zulässig - nicht zulässig.

(1) (4) Artikel ... - Die von ... beantragte Städtebaugenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:...

(2)(6)(7) Artikel... — Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen werden in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

(6)(8) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen dürfen den ... nicht überschreiten;

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.

(6) Artikel ... - Der Inhaber der Genehmigung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten per Einschreibebrief über den Beginn der genehmigten Arbeiten oder Handlungen, dies mindestens 8 Tage vor deren Beginn.

(6) Artikel ... - Die vorliegende Genehmigung befreit nicht von der Verpflichtung, die durch andere Gesetze oder Regelungen auferlegten Erlaubnisse oder Genehmigungen zu beantragen, wie z.B....

....., den.....;

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(4) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist oder wenn die Genehmigung nicht ausgehändigt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.

(8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.

(9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

**AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE**

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beifügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 1. Wenn innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung der Städtebaugenehmigung der Inhaber noch nicht eindeutig mit den einschlägigen Arbeiten begonnen hat, so verfällt die Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind, es sei denn, ihre phasenweise Durchführung wurde zugestanden. In diesem Fall wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) VERLÄNGERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 3. Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um ein Jahr verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in Art. 87, § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt.

6) BESCHEINIGUNG ÜBER DIE KONFORMITÄT DER ARBEITEN

Art. 139 - § 1. Der Genehmigungsempfänger muss spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist oder vor einer Abtretung überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

7) BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR GRUPPIERTE BAUTEN

Art. 126 - Wenn eine Städtebaugenehmigung mehrere Bauten erlaubt, und wenn diese die Anlage von gemeinschaftlichen Infrastrukturen und gemeinschaftlichen Ausrüstungen, einschließlich der Abwasserklärvorrichtungen benötigen, kann die Genehmigung die unentgeltlichen bzw. entgeltlichen Umschreibungen der Teilung, der Gründung eines Erbpacht- bzw. eines Baurechts, der Vermietung für mehr als neun Jahre bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit dieser Güter der Vorlage der folgenden Unterlagen unterwerfen:

1° eine unter den in Artikel 95, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erteilte Bescheinigung;

2° einer Aufteilungsurkunde, die vom Notar ausgefertigt worden ist und die städtebaulichen Vorschriften der Siedlung als Gesamtheit und die Verwaltungsmodalitäten der gemeinschaftlichen Teile festlegt.

Die Genehmigung gibt die eventuellen Ausführungsphasen für jede der Bauten an unter Angabe des Anfangsdatums für jede Phase.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 32 - FORMULAR E

ANRUFUNG DES BEAUFTRAGTEN BEAMTEN

(1) (3) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend die Parzellierung des besagten Gutes in ... Parzellen zwecks ...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;

- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten dazu aufgefordert hat, über seinen Genehmigungsantrag vom ... zu befinden; dass die Anrufung des beauftragten Beamten aus folgenden Gründen zulässig - nicht zulässig ist...;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...; dass — ein — kein begründeter Abweichungsvorschlag dem beauftragten Beamten durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugeschiedt worden ist; dass ein solcher Vorschlag - erforderlich — nicht erforderlich ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116, § 1, 2 angefordert und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(3) (8) In der Erwägung, dass
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

beschliesst:

Artikel 1 - Die Anrufung des beauftragten Beamten ist zulässig - nicht zulässig.

(1) (3) Artikel ... - Die von ... beantragte Parzellierungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:...

(2)(6)(7) Artikel ... - Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.

....., den.....;

Der beauftragte Beamte,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist.

(4) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist oder wenn die Genehmigung nicht ausgehändigt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigelegt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, die Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

ANLAGE 32 - FORMULAR F

ANRUFUNG DES BEAUFTRAGTEN BEAMTEN

(1) (3) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - DER ÄNDERUNG EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

(1) In der Erwägung, dass als Eigentümer(in) der Parzelle(n)...., einen Antrag zur Änderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Parzellierungsgenehmigung Nr. ... eingereicht hat, bezüglich eines in ... gelegenen Gutes, katastriert Flur ..., zwecks;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag:

- durch ein bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) an die Gemeindeverwaltung gerichtet wurde;
- bei der Gemeindeverwaltung gegen eine Abnahmebescheinigung vom ... (Datum) abgegeben wurde;

(1) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten dazu aufgefordert hat, über seinen Genehmigungsantrag vom ... zu befinden; dass die Anrufung des beauftragten Beamten aus folgenden Gründen zulässig - nicht zulässig ist...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle den Antrag gegengezeichnet haben;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten haben; dass der - die Eigentümer der Parzellen ...binnen dreißig Tagen nach dem Aufgeben der Einschreiben bei der Post eine Beschwerde eingereicht hat/haben; dass diese(r) Eigentümer(in)(en) mehr - weniger als ein Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen besitzt (besitzen);

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer der Parzellen, der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten hat (haben);

(1) (3) (4) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Akte oder den Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung, (eine) Änderung(en) an der Genehmigung vorzunehmen, die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) (4) In der Erwägung, dass im Antrag auf Änderung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Änderung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) (4) (5) In der Erwägung, dass der Antrag auf Änderung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...; dass — ein — kein begründeter Abweichungsvorschlag dem beauftragten Beamten am ... (Datum) durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zugeschiedt worden ist; dass ein solcher Vorschlag - erforderlich — nicht erforderlich ist;

(1) (2) (3) (4) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (6)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116, § 1, 2 angefordert und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(9) In der Erwägung, dass
.....
.....
.....
.....

beschliesst:

Artikel 1 - Die Anrufung des beauftragten Beamten ist zulässig - nicht zulässig.

(1) (3) Artikel ... - Die von ... beantragte Änderung der Parzellierungsgenehmigung wird zugelassen - abgelehnt.
(7) - Der Inhaber der Genehmigung wird:...

(2) (7) (8) Artikel ... - Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium im Hinblick auf die etwaige Ausübung dessen Beschwerderechts übermittelt.

....., den.....;

Der beauftragte Beamte,

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.
- (3) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist.
- (4) Zu streichen oder zu radieren, wenn der (die) Eigentümer, der (die) mehr als ein Viertel der Parzellen besitzen, sich dagegen aussprechen.

- (5) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Änderung abweicht, bitte angeben.
- (6) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.
- (7) Zu streichen oder zu radieren, wenn die Anrufung des beauftragten Beamten unzulässig ist oder wenn die Genehmigung nicht ausgehändigt wird.
- (8) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.
- (9) Die tatsächlichen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

**AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE**

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 119 - § 1. Der Antragsteller kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben einen begründeten Einspruch einreichen.

Dem Einspruch wird eine Abschrift der Pläne des Genehmigungsantrags und des angefochtenen Beschlusses beigefügt. Die Untersuchungs- und Entscheidungsfristen laufen erst ab dem Eingang dieser Abschrift.

§ 2. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium kann innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Beschlusses des beauftragten Beamten bei der Regierung einen begründeten Einspruch einreichen.

Art. 452/13 - Die in Artikel 119 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der Beschluss des beauftragten Beamten zugestellt wurde.

2) AUSSETZUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 119 - § 2. Der Einspruch des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums sowie die Frist, in der Einspruch erhoben werden muss, haben aufschiebende Wirkung. Er wird gleichzeitig dem Antragsteller und dem beauftragten Beamten zugestellt.

3) ANSCHLAG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

4) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

5) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, das Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 12 - FORMULAR G

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN ODER GEMEINNÜTZIGE AKTE UND ARBEITEN

(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

(1) Der Minister - Der beauftragte Beamte -,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Städtebaugenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag dem beauftragten Beamten der Direktion ... der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) zugestellt worden ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antrag folgende Akte und Arbeiten betrifft, für die dem beauftragten Beamten aus dem folgenden Grund keine Bevollmächtigung gewährt wird: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - der Antragsteller — das Bürgermeister- und Schöffenkollegium am ... (Datum) bei der Regierung einen Einspruch eingereicht hat; dass der Einspruch gemäß Artikel 127 § 6 des vorerwähnten Gesetzbuches zulässig - nicht zulässig ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut auf der Parzelle Nr.... im Umkreis der Parzellierung Nr...., die nicht verfallen ist und durch... vom... genehmigt worden ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind:...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreiterung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem / den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist:...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist:...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist:...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (3) In der Erwägung, dass das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums, das am ... gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gutachten des beauftragten Beamten der Regierung am ... übermittelt - nicht übermittelt worden ist; dass sein Gutachten — günstig — bedingt günstig - abschlägig ist; dass sein Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium am ... (Datum) übermittelt - nicht übermittelt worden ist; dass sein Beschluss günstig ist - bedingt günstig ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 127 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(3) (9) In der Erwägung, dass

Beschließt:

- (1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Städtebaugenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.
 (6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:
 (2) (6) (7) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen werden in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....
 (6) (8) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen dürfen den ... nicht überschreiten;
Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium von ... übermittelt.
 (6) Artikel ... - Der Inhaber der Genehmigung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten per Einschreibebrief über den Beginn der genehmigten Arbeiten oder Handlungen, dies mindestens 8 Tage vor deren Beginn.
 (6) Artikel ... - Die vorliegende Genehmigung befreit nicht von der Verpflichtung, die durch andere Gesetze oder Regelungen auferlegten Erlaubnisse oder Genehmigungen zu beantragen, wie z.B....
 (10) Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.
 Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.
 Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:
 1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;
 2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;
 3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;
 Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.
 In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

(1) Der Minister

Der beauftragte Beamte -

-
 (1) Unzutreffendes bitte streichen.
 (2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.
 (3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist.
 (4) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.
 (5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.
 (6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.
 (7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.
 (8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.
 (9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.
 (10) Nur dann zu erwähnen, wenn der Beschluss von der Regierung gefasst wird.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 127 - § 6. Der Antragsteller und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten oder nach Ablauf der in Art. 127, § 4, Absatz 2, genannten Frist einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

2) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 1. Wenn innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung der Städtebaugenehmigung der Inhaber noch nicht eindeutig mit den einschlägigen Arbeiten begonnen hat, so verfällt die Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind, es sei denn, ihre phasenweise Durchführung wurde zugestanden. In diesem Fall wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

4) VERLÄNGERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 3. Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um ein Jahr verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in Art. 87, § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird von der Regierung oder dem beauftragten Beamten gewährt.

5) BESCHEINIGUNG ÜBER DIE KONFORMITÄT DER ARBEITEN

Art. 139 - § 1. Der Genehmigungsempfänger muss spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist oder vor einer Abtretung überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

6) BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR GRUPPIERTE BAUTEN

Art. 126 - Wenn eine Städtebaugenehmigung mehrere Bauten erlaubt, und wenn diese die Anlage von gemeinschaftlichen Infrastrukturen und gemeinschaftlichen Ausrüstungen, einschließlich der Abwasserklärvorrichtungen benötigen, kann die Genehmigung die unentgeltlichen bzw. entgeltlichen Umschreibungen der Teilung, der Gründung eines Erbpacht- bzw. eines Baurechts, der Vermietung für mehr als neun Jahre bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit dieser Güter der Vorlage der folgenden Unterlagen unterwerfen:

1° eine unter den in Artikel 95, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erteilte Bescheinigung;

2° einer Aufteilungsurkunde, die vom Notar ausgefertigt worden ist und die städtebaulichen Vorschriften der Siedlung als Gesamtheit und die Verwaltungsmodalitäten der gemeinschaftlichen Teile festlegt.

Die Genehmigung gibt die eventuellen Ausführungsphasen für jede der Bauten an unter Angabe des Anfangsdatums für jede Phase.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 13 - FORMULAR H

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

(1) Der Minister - Der beauftragte Beamte - ,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend die Parzellierung des besagten Gutes in ... Parzellen zwecks ...

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag dem beauftragten Beamten der Direktion ... der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) zugestellt worden ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Projekt betrifft, für das dem beauftragten Beamten aus dem folgenden Grund keine Bevollmächtigung gewährt wird: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - der Antragsteller — das Bürgermeister- und Schöffenkollegium am ... (Datum) bei der Regierung einen Einspruch eingereicht hat; dass der Einspruch gemäß Artikel 127 § 6 des vorerwähnten Gesetzbuches zulässig - nicht zulässig ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind:...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungzone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;

— (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 127 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (3) In der Erwägung, dass das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums von ..., das am ... gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gutachten des beauftragten Beamten der Regierung am ... übermittelt - nicht übermittelt worden ist; dass sein Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist; dass sein Gutachten wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium am ... (Datum) übermittelt - nicht übermittelt worden ist; dass sein Beschluss günstig ist - bedingt günstig ist - ungünstig ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(3)(8) In der Erwägung, dass

.....

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Parzellierungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2)(6)(7) Artikel ... - Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium von ... übermittelt.

(9) Artikel... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigelegt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigelegt werden.

....., den.....;

(1) Der Minister -

Der beauftragte Beamte -,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist.

(4) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

(9) Nur dann zu erwähnen, wenn der Beschluss von der Regierung gefasst wird.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 127 - § 6. Der Antragsteller und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten oder nach Ablauf der in Art. 127, § 4, Absatz 2, genannten Frist einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

2) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

4) ANDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, das Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 14 - FORMULAR I

ÖFFENTLICH-RECHTLICHE PERSONEN

(1) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG DER ÄNDERUNG EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

(1) Der Minister - Der beauftragte Beamte - ,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

Aufgrund des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, insbesondere in seiner durch das Dekret vom 11 März 1999 über die Umweltgenehmigung und das Dekret vom 15. Mai 2003, sowie durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Umweltgenehmigung einerseits und zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten andererseits, abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass

..., als Eigentümer(in) der Parzelle(n)..., einen Antrag zur Änderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Parzellierungsgenehmigung Nr. ... eingereicht hat, bezüglich eines in ... gelegenen Gutes, katastriert Flur ..., zwecks...;

(1) In der Erwägung, dass der vollständige Genehmigungsantrag dem beauftragten Beamten der Direktion ... der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes per bei der Post gegen Empfangsbestätigung aufgegebenes Einschreiben vom ... (Datum) zugestellt worden ist;

(2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Projekt betrifft, für das dem beauftragten Beamten aus dem folgenden Grund keine Bevollmächtigung gewährt wird: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass - der Antragsteller — das Bürgermeister- und Schöffenkollegium — am ... (Datum) bei der Regierung einen Einspruch eingereicht hat; dass der Einspruch gemäß Artikel 127 § 6 des vorerwähnten Gesetzbuches zulässig - nicht zulässig ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle den Antrag gegengezeichnet haben;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung eine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten haben; dass der (die) Eigentümer der Parzelle(n) innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach dem Aufgeben der Einschreibebriefe bei der Post eine Beschwerde eingereicht hat (haben); dass diese(r) Eigentümer mehr - weniger - als ein Viertel der in der ursprünglichen Genehmigung erlaubten Parzellen hat (haben).

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer der Parzelle(n), der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Akte oder den Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung, (eine) Änderung(en) an der Genehmigung vorzunehmen, die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind:...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Änderung der Parzellierungsgenehmigung wird zugelassen - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) (6) (7) Artikel ... - Die Parzellierung wird in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium von ... übermittelt.

(9) Artikel... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

(1) Der Minister -

Der beauftragte Beamte -,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist oder wenn der (die) Eigentümer, der (die) mehr als ein Viertel der Parzellen besitzt (besitzen), sich dagegen ausspricht (aussprechen).

(4) Die Vorschriften des kommunalen Raumordnungsplans, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Änderung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der fünfjährigen Verfallsfrist angeben.

(8) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

(9) Nur dann zu erwähnen, wenn der Beschluss von der Regierung gefasst wird.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BESCHWERDEWEGE

Art. 127 - § 6. Der Antragsteller und das Bürgermeister- und Schöffenkollegium können innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der Entscheidung des beauftragten Beamten oder nach Ablauf der in Art. 127, § 4, Absatz 2, genannten Frist einen Einspruch bei der Regierung einlegen.

2) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

4) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, das Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt
M. FORET

ANLAGE 20 - FORMULAR J

(1) ANTRAG AUF STÄDTEBAUGENEHMIGUNG*(in doppelter Ausfertigung auszustellen)*

(1) Ich Unterzeichnete(r)

- wohnhaft in - mit Bürostellen in Straße Nr.....
Tel. Nr.....,

- handelnd im Namen und für Rechnung von -

- wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr Tel. Nr.

beantrage eine Städtebaugenehmigung, um auf einem Gut, das (3) angehört,
gelegen in
Straße. Nr..... katastriert Flur....., die folgenden Handlungen und Arbeiten
durchzuführen:

(1) Ich füge diesem Antrag Folgendes bei:

a) die in Buch IV, Titel I, Kapitel VII und VIII des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte;

b) die Bescheinigung(en) des bzw. der mit der Aufstellung der Pläne beauftragten Architekten;

c)..... Ausfertigungen der Pläne, die gemäß den im vorerwähnten Gesetzbuch festgelegten Modalitäten aufgestellt wurden:

- durch den Unterzeichneten;

- durch., - wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr..... Tel. Nr., handelnd als - Mandatsträger - Beauftragte(r) - des Unterzeichners;

- durch, Architekt, - wohnhaft in - mit Bürostellen in -

Straße Nr..... Tel. Nr.....

d) entweder die gebühlich ausgefüllte Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung;

e) die von der Gemeindeverordnung vom (4) vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte (4)

(1) Bei Ausführung der in vorliegendem Antrag vorgesehenen Arbeiten ist der mit der Kontrolle der Ausführung der Arbeiten beauftragte Architekt:

- der (die) Unterzeichnete;

-, wohnhaft in

Straße..... Nr Tel. Nr.....

(1) Ich gestatte der Gemeinde und der Verwaltung für Raumordnung und Städtebau meinem Architekten und mir selbst die bezüglich der Pläne geäußerten Bemerkungen mitzuteilen.

(1) (2) Ich erkläre hiermit:

- dass das Vorhaben Gegenstand einer am (4) ausgehändigten Städtebaubescheinigung Nr. 2 gewesen ist

- dass das Vorhaben Gegenstand einer am (4) ausgehändigten Denkmalbescheinigung gewesen ist;

(1) (2) Ich beantrage eine Abweichung von der - den - nachstehenden, auf das Gut anwendbaren städtebaulichen
Vorschrift(en) que le projet s'écarte - de la - des -:

aus dem (den) folgenden Grund (Gründen):.....

Ich verpflichte mich ebenfalls, die gegebenenfalls durch andere Gesetze, Dekrete oder Verordnungen auferlegten
Zulassungen oder Genehmigungen zu beantragen.

Geschehen zu, den

(Unterschrift)

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Diese Informationen kann die Gemeindeverwaltung mitteilen.

(3) Die Rechte des Antragstellers oder ggf. des Mandanten an dem Gut angeben, wenn er nicht der Eigentümer ist.

(4) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge
und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellie-
rungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHEDer Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 21 - FORMULAR K

(1) BESCHEINIGUNG DES ARCHITEKTEN

(in doppelter Ausfertigung auszufüllen)

Ich Unterzeichnete(r)

- wohnhaft in — mit Bürostellen in -

.....Straße, Nr.

Tel. Nr.

(2) bescheinige hiermit, dass:

a) ich befugt bin, den Architektenberuf in Belgien auszuüben und dass ich:

- im Verzeichnis der Architektenkammer eingetragen bin;

- im Praktikantenverzeichnis der Architektenkammer eingetragen bin;

- Inhaber der in Artikel 8 des Gesetzes vom 26. Juni 1963 zur Einrichtung einer Architektenkammer 1963 erwähnten Genehmigung bin;

- als Erbringer von Dienstleistungen in Belgien registrierter Architekt bin.

b) ich durch

mit folgenden Aufgaben beauftragt wurde:

- der Aufstellung der Pläne betreffend die folgenden Handlungen und Arbeiten:

.....

auszuführen auf einer Parzelle gelegen in

Straße, Nr. katastriert Flur;

- der Aufsicht der Ausführung der Arbeiten.

(2) (3) Ich stelle fest, dass der von mir aufgestellte Entwurf von - der - den folgenden auf die Parzelle anwendbaren städtebaulichen Vorschrift(en) abweicht:

.....

dies aus dem/den folgenden Grund/Gründen:

.....

Ich verpflichte mich, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde

jede vorzeitige Entbindung von meinem Bauaufsichtsauftrag unverzüglich mitzuteilen.

....., den

(Unterschrift)

.....

(1) Werden die Pläne durch mehrere Personen aufgestellt, so hat jede von ihnen eine Bescheinigung auszufüllen. Das gleiche gilt, falls die mit der gesetzlich vorgeschriebenen Aufsicht der Bauarbeiten beauftragten(n) Personen(n) nicht dieselbe(n) wie diejenige(n) ist(sind), die mit der Aufstellung der Pläne beauftragt ist (sind).

(2) Unzutreffendes bitte streichen.

(3) Diese Auskünfte sind bei der Gemeindeverwaltung erhältlich.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 22 - FORMULAR L

**(1) BESCHEINIGUNG DES ARCHITEKTEN,
DIE MIT DEM SICHTVERMERK DER ARCHITEKTENKAMMER ZU VERSEHEN IST***(in doppelter Ausfertigung auszufüllen)*

Ich Unterzeichnete(r)

- wohnhaft in — mit Bürostellen in -

Straße, Nr.

Tel. Nr.

(2) bescheinige hiermit, dass:

a) ich befugt bin, den Architektenberuf in Belgien auszuüben und dass ich:

- im Verzeichnis der Architektenkammer eingetragen bin;

- im Praktikantenverzeichnis der Architektenkammer eingetragen bin;

- Inhaber der in Artikel 8 des Gesetzes vom 26. Juni 1963 zur Einrichtung einer Architektenkammer 1963 erwähnten Genehmigung bin;

- als Erbringer von Dienstleistungen in Belgien registrierter Architekt bin.

(3) (4) (5) Ich erkläre, dass ich dem Vorstand der Architektenkammer der Provinz

eine Bescheinigung vorliegender Art in doppelter Ausfertigung per Einschreibebrief zukommen ließ, und dass ich die Entscheidung des Vorstands der Architektenkammer bezüglich des Sichtvermerksantrags nicht innerhalb von zehn Werktagen ab der oben erwähnten Zustellung erhalten habe.

....., den

(Unterschrift)

Sichtvermerk des Vorstands der Kammer

(1) Werden die Pläne durch mehrere Personen aufgestellt, so hat jede von ihnen eine Bescheinigung auszufüllen. Das gleiche gilt, falls die mit der gesetzlich vorgeschriebenen Aufsicht der Bauarbeiten beauftragten(n) Personen(n) nicht dieselbe(n) wie diejenige(n) ist(sind), die mit der Aufstellung der Pläne beauftragt ist (sind).

(2) Unzutreffendes bitte streichen.

(3) Angabe des Vorstands der Architektenkammer, der der Architekt angehört.

(4) Diese letzte Erklärung ist nur dann auszufüllen, wenn der Vorstand der Architektenkammer sich nicht innerhalb der vorgesehenen Frist über den Sichtvermerksantrag geäußert hat.

(5) In diesem Fall hat der Unterzeichnete, dieser Bescheinigung den Beweis über die Zustellung per Einschreibebrief einer Bescheinigung vorliegender Art in doppelter Ausfertigung beizufügen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHEDer Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 23 - FORMULAR M

ANTRAG AUF EINE PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

(1) Ich Unterzeichnete(r)
 - wohnhaft in - mit Bürostellen in -
 Straße Nr Tel. Nr
 - handelnd im Namen und für Rechnung von -
 - wohnhaft in - mit Bürostellen in -
 Straße Nr Tel. Nr
 beantrage die Genehmigung zur Parzellierung eines Gutes das (4).....
 angehört,
 gelegen in
 StraßeNr..... katastriert Flur....., in..... Parzellen zwecks (3):.....

Ich füge diesem Antrag Folgendes bei:

- a) die in Buch IV, Titel I, Kapitel IX des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte;
- b) entweder die gebühlich ausgefüllte Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung;
- c) die von der Gemeindeverordnung vom (4) vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte (5).

(1) (2) Hiermit erkläre ich, dass:

- das Vorhaben Gegenstand einer am ... ausgestellten Städtebaubescheinigung Nr. 2 gewesen ist. (5);
- das Vorhaben Gegenstand einer am (5) ausgehändigten Denkmalbescheinigung gewesen ist;

(1) (2) Ich beantrage eine Abweichung von der - den - nachstehenden, auf das Gut anwendbaren städtebaulichen Vorschrift(en):

.....
aus dem (den) folgenden Grund (Gründen):

.....
Geschehen zu, den;

(Unterschrift)

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Diese Informationen kann die Gemeindeverwaltung mitteilen.
- (3) Den Gegenstand des Antrags angeben.
- (4) Die Rechte des Antragstellers oder ggf. des Mandanten an dem Gut angeben, wenn er nicht der Eigentümer ist.
- (5) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 24 - FORMULAR N

ANTRAG ZUR ÄNDERUNG EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

(1) Ich Unterzeichnete(r)
 - wohnhaft in - mit Bürostellen in -
 Straße Nr. Tel. Nr.
 - Eigentümer(in) eines Gutes gelegen in
 Straße.....Nr..... katastriert Flur....., Parzelle Nr..... der nicht verfallenen Parzellierung Nr., erteilt am,
 - handelnd im Namen und für Rechnung von - - wohnhaft in - mit Bürostellen in
 Straße..... Nr. Tel. Nr.
 - Eigentümer(in) eines Gutes gelegen in
 Straße Nr..... katastriert Flur....., Parzelle Nr..... der nicht verfallenen Parzellierung Nr., erteilt am.....
 beantrage eine Änderung der vorgenannten Parzellierungsgenehmigung zwecks (3):

Ich füge diesem Antrag Folgendes bei:

a) die in Buch IV, Titel I, Kapitel IX des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte;

b) entweder die gebühlich ausgefüllte Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder eine Umweltverträglichkeitsprüfung;

c) die von der Gemeindeverordnung vom (4) vorgeschriebenen Unterlagen und Auskünfte (4).

(1) (2) Hiermit erkläre ich, dass:

- das Vorhaben Gegenstand einer am ... ausgestellten Städtebaubescheinigung Nr. 2 gewesen ist. (4);

das Vorhaben Gegenstand einer am (4) ausgehändigten Denkmalbescheinigung gewesen ist;

(1) (2) Ich beantrage eine Abweichung von der - den - nachstehenden, auf das Gut anwendbaren städtebaulichen Vorschrift(en):

Geschehen zu, den;
 (Unterschrift)

Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag gegengezeichnet haben:

Name	Eigentümer Parzelle Nr.	Datum	Unterschrift

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Diese Informationen kann die Gemeindeverwaltung mitteilen.
- (3) Den Gegenstand der Änderung angeben.
- (4) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
 M. FORET

ANLAGE 14 - FORMULAR O

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Städtebaugenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde am die Städtebaugenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - beauftragte Beamte den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten am ... angerufen hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Art. 118 § 2 des vorgenannten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Städtebaugenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Beschluss des beauftragten Beamten am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den in Art. 119 § 2 des besagten Gesetzbuches vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass der Einspruch dem Minister und - nicht - ebenfalls dem Antragsteller übermittelt worden ist; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium — am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut auf der Parzelle Nr.... im Umkreis der Parzellierung Nr...., die nicht verfallen ist und durch... vom... genehmigt worden ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreiterung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art. 120 des vorgenannten Gesetzbuches eine Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der Begutachtungskommission vorgeladen wurden;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... das folgende Gutachten übermittelt hat: ...;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission ihr Gutachten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgegeben hat; dass dieses Gutachten demnach als günstig für den Urheber des Einspruchs gilt;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... einen Mahnbrief gesandt hat, der am ... bei der Regierung eingegangen ist;

(3) (9) In der Erwägung, dass

beschliesst:

- (1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Städtebaugenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.
- (6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:
- (2)(6)(7) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen werden in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....
- (6)(8) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen dürfen den ... nicht überschreiten;
- Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde und dem beauftragten Beamten übermittelt.
- (6) Artikel ... - Der Inhaber der Genehmigung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten per Einschreibebrief über den Beginn der genehmigten Arbeiten oder Handlungen, dies mindestens 8 Tage vor deren Beginn.

(6) Artikel ... - Die vorliegende Genehmigung befreit nicht von der Verpflichtung, die durch andere Gesetze oder Regelungen auferlegten Erlaubnisse oder Genehmigungen zu beantragen, wie z.B....

Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

- 1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;
- 2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;
- 3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

Der Minister,

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.
- (3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist.
- (4) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.
- (5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.
- (6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.
- (7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.
- (8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.
- (9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

**AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE**

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 1. Wenn innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung der Städtebaugenehmigung der Inhaber noch nicht eindeutig mit den einschlägigen Arbeiten begonnen hat, so verfällt die Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind, es sei denn, ihre phasenweise Durchführung wurde zugestanden. In diesem Fall wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

3) VERLÄNGERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 3. Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um ein Jahr verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt. In dem in Art. 127 erwähnten Fall wird die Verlängerung jedoch von der Regierung oder dem beauftragten Beamten gewährt.

4) BESCHEINIGUNG ÜBER DIE KONFORMITÄT DER ARBEITEN

Art. 139 - § 1. Der Genehmigungsempfänger muss spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist oder vor einer Abtretung überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR GRUPPIERTE BAUTEN

Art. 126 - Wenn eine Städtebaugenehmigung mehrere Bauten erlaubt, und wenn diese die Anlage von gemeinschaftlichen Infrastrukturen und gemeinschaftlichen Ausrüstungen, einschließlich der Abwasserklärvorrichtungen benötigen, kann die Genehmigung die unentgeltlichen bzw. entgeltlichen Umschreibungen der Teilung, der Gründung eines Erbpacht- bzw. eines Baurechts, der Vermietung für mehr als neun Jahre bezüglich eines Teils oder der Gesamtheit dieser Güter der Vorlage der folgenden Unterlagen unterwerfen:

1° eine unter den in Artikel 95, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erteilte Bescheinigung;

2° einer Aufteilungsurkunde, die vom Notar ausgefertigt worden ist und die städtebaulichen Vorschriften der Siedlung als Gesamtheit und die Verwaltungsmodalitäten der gemeinschaftlichen Teile festlegt.

Die Genehmigung gibt die eventuellen Ausführungsphasen für jede der Bauten an unter Angabe des Anfangsdatums für jede Phase.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 14 - FORMULAR P

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Parzellierungsgenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend die Parzellierung des besagten Gutes in ... Parzellen zwecks ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde am die Parzellierungsgenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - beauftragte Beamte den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten am ... angerufen hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Art. 118 § 2 des vorgenannten Gesetzbuches vorgeschriebenen Frist befunden hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Parzellierungsgenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Beschluss des beauftragten Beamten am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den in Art. 119 § 2 des besagten Gesetzbuches vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass der Einspruch - nicht - ebenfalls dem Antragsteller übermittelt worden ist; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium — am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis... — in einem Gebiet... im Sektorenplan von..., der durch... vom... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans..., der durch... vom... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund... vom...auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet... im durch... vom... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch... vom... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche...steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel Ibis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund)...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 116 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art. 120 des vorgenannten Gesetzbuches eine Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der Begutachtungskommission vorgeladen wurden;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... das folgende Gutachten übermittelt hat: ...;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission ihr Gutachten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgegeben hat; dass dieses Gutachten demnach als günstig für den Urheber des Einspruchs gilt;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... einen Mahnbrief gesandt hat, der am ... bei der Regierung eingegangen ist;

(3) (9) In der Erwägung, dass

.....

.....

.....

.....

.....

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von à beantragte Parzellierungsgenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) (6) (7) Artikel ... - Die Parzellierung wird in à aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde à. und dem beauftragten Beamten übermittelt.

Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;

2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;

3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

Der Minister,

.....

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist.

(4) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.

(8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.

(9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG, DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

3) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, das Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

4) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 95 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Parzellierungsgenehmigung festgelegt, welche der in Artikel 89, § 3, Absatz 1, erwähnten Parzellen abgetreten werden dürfen, ohne daß der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 14 - FORMULAR Q

EINSPRUCH BEI DER WALLONISCHEN REGIERUNG

**(1) BESCHLUSS - ZUR ZULASSUNG - ZUR ABLEHNUNG DER ÄNDERUNG
EINER PARZELLIERUNGSGENEHMIGUNG**

Der Minister,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

In der Erwägung dass ... einen Antrag zur Änderung der nicht verfallenen und durch ... vom ... genehmigten Parzellierungsgenehmigung Nr. ... eingereicht hat, bezüglich eines in ... gelegenen Gutes, katastriert Flur ..., zwecks ...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde am die Änderung der Parzellierungsgenehmigung genehmigt - unter Bedingungen genehmigt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - beauftragte Beamte den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums am ... erhalten hat;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den beauftragten Beamten am ... angerufen hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte nicht innerhalb der in Art. 118 § 2 des vorgenannten Gesetzbuchs vorgeschriebenen Frist befunden hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am die Änderung der Parzellierungsgenehmigung genehmigt - unter Bedingungen genehmigt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium - den Beschluss des beauftragten Beamten am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den in Art. 119 § 2 des besagten Gesetzbuches vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass der Einspruch - nicht - ebenfalls dem Antragsteller übermittelt worden ist; dass er zulässig - nicht zulässig ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller - das Bürgermeister- und Schöffenkollegium — am einen am eingegangenen Einspruch bei der Regierung eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle den Antrag gegengezeichnet haben;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben, vor dessen Einreichung, eine gleichlautende Abschrift des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten haben; dass der - die Eigentümer der Parzellen ... binnen dreißig Tagen nach dem Aufgeben der Einschreiben bei der Post eine Beschwerde eingereicht hat/haben; dass diese(r) Eigentümer(in)(en) mehr - weniger als ein Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen besitzt (besitzen);

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der (die) Eigentümer der Parzelle(n), der (die) den Antrag nicht gegengezeichnet hat (haben) - keine gleichlautende Abschrift dieses Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben erhalten hat (haben);

(1) (3) In der Erwägung, dass sich aus der eingereichten Akte oder den Beschwerden - nicht - ergibt, dass die Zulassung, (eine) Änderung(en) an der Genehmigung vorzunehmen, die Rechte beeinträchtigt, die aus ausdrücklichen Vereinbarungen zwischen den Parteien entstehen;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... — in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein - denkmalgeschütztes - in der Schutzliste eingetragenes - in einem in Artikel 209 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet stehendes - an einem im in Artikel 233 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten angeführten Standort stehendes Gut betrifft;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine nicht verfallene Denkmalbescheinigung in Bezug auf den Gegenstand des Antrags am ... erteilt worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von ... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Genehmigungsantrag: die Erschließung neuer kommunaler Verkehrswege - eine Abänderung der Trasse der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Verbreitung der bestehenden kommunalen Verkehrswege - die Abschaffung von bestehenden kommunalen Verkehrswegen - erfordert; dass der Genehmigungsantrag dem Gutachten der regionalen - provinziellen Verwaltung unterworfen - nicht unterworfen worden ist; dass der Gemeinderat nach Durchführung der besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen, darüber beraten hat;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit - eine Umweltverträglichkeitsprüfung - enthalten - nicht enthalten ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung aus dem/den folgenden Grund/Gründen durchgeführt worden ist: ...;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am à durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission) ... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission) ... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am à in Anwendung des Artikels 116 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art. 120 des vorgenannten Gesetzbuches eine Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

In der Erwägung, dass die Parteien und die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu einer am ... stattgefundenen Anhörung vor der Begutachtungskommission vorgeladen wurden;

In der Erwägung, dass in Anwendung von Art. 120 des vorgenannten Gesetzbuches eine Kommission eingesetzt wird, die damit beauftragt wird, begründete Gutachten über die Einsprüche im Sinne von Art. 119 des besagten Gesetzbuches abzugeben;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission am ... das folgende Gutachten übermittelt hat: ...;

(2) In der Erwägung, dass diese Kommission ihr Gutachten nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist abgegeben hat; dass dieses Gutachten demnach als günstig für den Urheber des Einspruchs gilt;

(2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am à einen Mahnbrief gesandt hat, der am à bei der Regierung eingegangen ist;

(3) (9) In der Erwägung, dass
.....
.....
.....
.....
.....

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Änderung der Parzellierungsgenehmigung wird gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) (6) (7) Artikel ... - Die Parzellierung wird in à aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:.....

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde ... und dem beauftragten Beamten übermittelt

Artikel... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

- 1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;
- 2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;
- 3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

Der Minister,

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.

(3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist oder wenn der (die) Eigentümer, der (die) mehr als ein Viertel der Parzellen besitzt (besitzen), sich dagegen ausspricht (aussprechen).

(4) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.

(5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.

(6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.

(7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.

(8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.

(9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

**AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE**

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

3) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 98 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung keine städtebaulichen Auflagen oder die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, ihre Erweiterung oder Abschaffung erfordert, gilt sie für den übrigen Teil als verfallen, falls innerhalb von fünf Jahren nach deren Aushändigung keine Akten im Sinne von Artikel 89, § 1, Absatz 3, bezüglich mindestens eines Drittels der Parzellen eingetragen worden sind.

Der Beweis des Verkaufs oder der Vermietung wird durch die Zustellung an das Kollegium der durch den Notar oder den Einregistrierungsbeamten beglaubigten Aktenauszüge vor Ablauf der vorerwähnten Frist von fünf Jahren erbracht.

Art. 99 - Wenn die Parzellierungsgenehmigung die Erschließung von neuen Verkehrswegen, die Abänderung der Trasse von bestehenden kommunalen Verkehrswegen, die Ausbreitung oder Abschaffung dieser umfaßt, gilt sie als verfallen, wenn der Inhaber der Genehmigung in den fünf Jahren nach deren Aushändigung entweder die auferlegten Arbeiten und Auflagen nicht erledigt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Die Genehmigung verfällt ebenfalls, wenn der Inhaber innerhalb der gleichen Frist die städtebaulichen Auflagen nicht erfüllt oder die vorgeschriebenen finanziellen Garantien nicht zur Verfügung gestellt hat.

Art. 100 - Ist die Ausführung des Parzellierungsvorgangs in Phasen erlaubt, so wird in der Parzellierungsgenehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Art. 101 - Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

4) ÄNDERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 102 - Auf Anfrage eines jeden Inhabers einer Parzelle, das Gegenstand einer Parzellierungsgenehmigung ist, kann eine Abänderung dieser Genehmigung beantragt werden, insofern diese nicht die Rechte, die aus den zwischen den Parteien ausdrücklich getroffenen Vereinbarungen hervorgehen, beeinträchtigt.

Die alleinige Übertragung der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung in einer notariellen Urkunde oder in einer privatschriftlichen Urkunde kann nicht als Vereinbarung im Sinne von Absatz 1 angesehen werden.

Art. 103 - Die Vorschriften bezüglich der Parzellierungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar, unbeschadet der Pflicht zur Erfüllung der nachstehenden Formalitäten.

Vor dem Einreichen seines Antrags richtet der Eigentümer mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben eine gleichlautende Abschrift davon an alle Eigentümer einer Parzelle, die den Antrag nicht mitunterzeichnet haben. Die Aufgabebescheinigungen der Einschreibebriefe werden zu den Unterlagen der Antragsakte gefügt.

Beanstandungen sind mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Einschreibebriefe bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium einzureichen.

Die Abänderung wird verweigert, wenn der oder die Eigentümer, die im Besitz von mehr als einem Viertel der in der ursprünglich ausgestellten Genehmigung erlaubten Parzellen sind, dem Kollegium mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben ihren Einspruch zustellen und dies innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist.

Art. 105 - Die Abänderung der Parzellierungsgenehmigung hat keinerlei Einfluss auf die Verfallsfrist der Parzellierungsgenehmigung, deren Abänderung beantragt worden ist.

5) BESONDERE BESTIMMUNGEN, DIE AUF DIE PARZELLEN ANWENDBAR SIND, DIE STÄDTEBAULICHE AUFLAGEN ODER DIE ERSCHLIESSUNG NEUER VERKEHRSWEGE ERFORDERN

Art. 9 - Die Aufteilung, die durch die Parzellierungsgenehmigung oder eine Phase dieser Genehmigung erlaubt wurde, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage neuer Verkehrswege, eine Trassenabänderung, die Erweiterung oder das Abschaffen von vorhandenen Gemeindewegen erfordert, darf niemand vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und dem Urheber der Parzellierung per Einschreiben zugestellt. Das Kollegium übermittelt dem beauftragten Beamten eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Außer wenn die Ausrüstung durch die öffentlichen Behörden ausgeführt worden ist, bleibt der Inhaber der Parzellierungsgenehmigung mit dem Unternehmer und dem Architekten zehn Jahre lang für die Ausrüstung der erschlossenen Siedlung gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Region, der Gemeinde und den Käufern der Parzellen, und zwar innerhalb der in den Artikeln 1792 und 2270 des Zivilgesetzbuches bestimmten Grenzen.

Gegebenenfalls wird in der Parzellierungsgenehmigung festgelegt, welche der in Artikel 89, § 3, Absatz 1, erwähnten Parzellen abgetreten werden dürfen, ohne daß der Inhaber die vorgeschriebenen Arbeiten und Auflagen ausgeführt hat oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE 14 - FORMULAR R

EINSPRUCH BEI DEM BEAUFTRAGTEN BEAMTEN**(1) BESCHLUSS - ZUR GEWÄHRUNG - ZUR ABLEHUNG - EINER STÄDTEBAUGENEHMIGUNG**

Der beauftragte Beamte,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

In der Erwägung, dass... einen Antrag auf eine Städtebaugenehmigung eingereicht hat, der sich auf ein in ... gelegenes Gut bezieht, katastriert Flur..., betreffend...;

(1) (2) In der Erwägung, dass das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde am die Städtebaugenehmigung gewährt - unter Bedingungen gewährt - abgelehnt hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller den Beschluss des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums am ... erhalten hat;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antragsteller am ... einen am ... eingegangenen Einspruch bei dem beauftragten Beamten eingereicht hat; dass der besagte Einspruch - nicht - den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen genügt; dass er zulässig - nicht zulässig - ist;

(2) (3) In der Erwägung, dass eine noch nicht verfallene Städtebaubescheinigung Nr. 2 bezüglich des Antragsgegenstands am ... (Datum) ausgestellt wurde;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Umkreis ... — in einem Gebiet ... im Sektorenplan von ..., der durch ... vom ... angenommen worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im Umkreis des kommunalen Raumordnungsplans ..., der durch ... vom ... genehmigt worden ist und der für das vorerwähnte Gut immer noch wirksam ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut auf der Parzelle Nr. im Umkreis der Parzellierung Nr., die nicht verfallen ist und durch ... vom ... genehmigt worden ist, steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltende allgemeine Bauordnung aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden aufgrund ... vom ... auf das Gebiet anwendbar ist, wo das Gut steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass das Gut in einem Gebiet ... im durch ... vom ... angenommenen kommunalen Strukturschema steht;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass eine durch ... vom ... angenommene kommunale Städtebauordnung auf dem ganzen Gebiet der Gemeinde, wo das Gut steht, geltend ist und alle in Artikel 78, § 1 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Punkte enthält; dass das Gut in der besagten Ordnung in einer - Fläche - Unterfläche ... steht;

(2) (3) In der Erwägung, dass die folgenden regionalen oder kommunalen Städtebauordnungen ebenfalls auf dem Gebiet oder dem Teilgebiet, wo das Gut steht, anwendbar sind: ...;

(1) (3) In der Erwägung, dass im Antrag auf Genehmigung - eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit enthalten - nicht enthalten ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets steht, im Sinne von Artikel 1bis, einziger Absatz 18° des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das im Umkreis eines Gebiets steht, das aufgrund des Artikels 6 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Naturerhaltung, zuletzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen abgeändert, bezeichnet worden ist;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung ein Gut betrifft, das in einer Wasserentnahme-, einer Präventiv- bzw. Überwachungszone im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und aufbereitem Wasser, letztlich durch das Dekret vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de gestion de l'eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) und durch das Dekret vom 12. Dezember 2002 abgeändert, steht;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das in einem der schwachbewohnten Gebiete steht, die man nicht mit Kanalisationen versehen wird und die Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein werden, und das, obwohl es in einem besiedelten Gebiet steht, Gegenstand einer individuellen Klärung aufgrund des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 sein kann;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein Gut betrifft, das im Umkreis des Projekts eines Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von ... steht, der dieses in einem autonomen Sanierungsgebiet anführt, dessen Regelung durch einen Beschluss vom ... anwendbar gemacht wurde, und der Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss;

(1) (2) In der Erwägung, dass der Antrag ein im Umkreis des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet von ... stehendes Gut betrifft, - das in einem autonomen Sanierungsgebiet steht und das Gegenstand einer individuellen Klärung im Sinne des Artikels 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers sein muss - das, obwohl es in einem kollektiven Sanierungsbereich steht, aufgrund des Artikels 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers Gegenstand einer individuellen Klärung sein kann - das, obwohl es in einem

autonomen Sanierungsgebiet steht, aufgrund des Artikels 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Mai 2003 über die allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers von der individuellen Sanierung befreit werden kann;

(2) (3) (4) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung aus dem/den folgenden Grund/Gründen nicht ordnungsgemäß ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Beschluss des beauftragten Beamten über den am ... durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium übermittelten Antrag auf Abweichung - günstig — bedingt günstig - abschlägig ist -; dass sein Beschluss wie folgt verfasst und begründet ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass der Antrag auf Genehmigung besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus dem/den folgenden Grund/Gründen unterzogen worden ist: ...;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass - keine - ... Beschwerde(n) eingereicht worden ist/sind; dass — eine — keine Konzertierungsversammlung organisiert worden ist;

(1) (2) (3) In der Erwägung, dass die weiter unten stehende(n) Dienststelle(n) bzw. Kommission(en) aus dem/den folgenden Grund/Gründen zu Rate gezogen worden ist/sind:

- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt- (Dienststelle/Kommission)... -;
- (Dienststelle/Kommission) ...: (Grund) ...; dass ihr am ... angefordertes und am ... übermitteltes Gutachten - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -; (5)

(1) (2) In der Erwägung, dass das Gutachten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das am ... in Anwendung des Artikels 1116 § 2 gefragt und am ... übermittelt worden ist, - günstig — bedingt günstig - abschlägig — ist - mangels Vorlage als günstig gilt -;

(3) (9) In der Erwägung, dass
.....
.....
.....
.....

Beschließt:

(1) Artikel 1 - Die von ... beantragte Städtebaugenehmigung wird - gewährt - abgelehnt.

(6) - Der Inhaber der Genehmigung wird:

(2) (6) (7) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen werden in ... aufeinander folgenden Phasen, wie weiter unten angegeben, durchgeführt:

(6)(8) Artikel ... - Die genehmigten Arbeiten bzw. Handlungen dürfen den ... nicht überschreiten;

Artikel ... - Eine Ausfertigung des vorliegenden Beschlusses wird dem Antragsteller und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde ... übermittelt.

(6) Artikel ... - Der Inhaber der Genehmigung informiert das Bürgermeister- und Schöffenkollegium und den beauftragten Beamten per Einschreibebrief über den Beginn der genehmigten Arbeiten oder Handlungen, dies mindestens 8 Tage vor deren Beginn.

(6) Artikel ... - Die vorliegende Genehmigung befreit nicht von der Verpflichtung, die durch andere Gesetze oder Regelungen auferlegten Erlaubnisse oder Genehmigungen zu beantragen, wie z.B....

Artikel ... - Dem Empfänger der Akte steht ein Einspruch beim Staatsrat offen, mittels einer innerhalb einer Frist von 60 Tagen ab der Zustellung des vorliegenden Beschlusses zugestellten Klageschrift, die entweder von ihm selbst, einem im Anwaltsstand oder der Liste der Anwalt-Praktikanten eingetragenen Anwalt, oder gemäß den Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches von einem Staatsangehörigen der Europäischen Union, der in seinem Land ermächtigt ist, um den Beruf eines Anwalts auszuüben, unterschrieben wird.

Die Klageschrift muss per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an den Staatsrat gerichtet werden.

Die Klageschrift wird datiert und umfasst in Anwendung von Art. 1 der Verfahrensordnung:

- 1° den Namen, die Eigenschaft, den Sitz oder Wohnsitz der klagenden Partei;
- 2° den Gegenstand des Antrags oder des Einspruchs und eine Darstellung des Sachverhalts und der Klagemittel;
- 3° den Namen, den Sitz oder Wohnsitz der Gegenpartei;

Gemäß Art. 85 der Verfahrensordnung müssen außerdem drei vom Unterzeichner als gleichlautend unterschriebene Abschriften der Klageschrift beigefügt werden, sowie so viele Ausfertigungen wie es betroffene Gegenparteien gibt.

In Anwendung von Art. 3 der Verfahrensordnung muss eine Abschrift des angefochtenen Beschlusses der Klageschrift beigefügt werden.

....., den.....;

Der beauftragte Beamte,

- (1) Unzutreffendes bitte streichen.
- (2) Zu streichen oder radieren, wenn es nicht der Fall ist.
- (3) Zu streichen oder zu radieren, wenn der Einspruch bei der Regierung unzulässig ist.

- (4) Die Vorschriften des Sektorenplans, des kommunalen Raumordnungsplans, der Parzellierungsgenehmigung, der regionalen oder kommunalen Städtebauordnung, von denen der Antrag auf Genehmigung abweicht, bitte angeben.
- (5) Gegebenenfalls mit einem oder mehreren Strichen vervollständigen.
- (6) Zu streichen oder radieren, wenn die Genehmigung nicht erteilt wird.
- (7) Für jede Phase außer der ersten das Ausgangsdatum der Verfallsfrist angeben.
- (8) Nur in den in Artikel 88 des vorerwähnten Gesetzbuches erwähnten Fällen zu gebrauchen.
- (9) Die faktischen und rechtlichen Tatsachen, die zur Unterstützung der Entscheidung herangezogen wurden, angeben.

**AUSZÜGE AUS DEM WALLONISCHEN GESETZBUCH ÜBER DIE RAUMORDNUNG,
DEN STÄDTEBAU UND DAS ERBE**

1) BEKANNTMACHUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 134 - Eine Bekanntmachung, dass die Genehmigung erteilt worden ist, wird auf dem Grundstück entlang der Straße durch den Antragsteller aufgestellt und muss von dort aus lesbar sein. Wenn es sich um auszuführende Arbeiten handelt, muss diese Bekanntmachung vor Beginn der Arbeiten und während ihrer gesamten Dauer auf der Baustelle aufgestellt sein. In den anderen Fällen muss die Bekanntmachung bereits bei den Vorbereitungen angebracht werden, ehe die Handlung(en) ausgeführt wird (werden) und während der gesamten Dauer ihrer Ausführung. Innerhalb dieses Zeitraums muß die Genehmigung und die anhängende Akte oder eine gleichlautend bescheinigte Abschrift dieser Dokumente den laut Artikel 156 bestimmten Bediensteten am Ort der Ausführung der Arbeiten bzw. Handlungen ständig zur Verfügung stehen.

2) VERFALL DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 1. Wenn innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung der Städtebaugenehmigung der Inhaber noch nicht eindeutig mit den einschlägigen Arbeiten begonnen hat, so verfällt die Genehmigung.

§ 2. Die Genehmigung verfällt für den restlichen Teil der Arbeiten, wenn diese innerhalb von fünf Jahren nach der Zustellung der Genehmigung noch nicht vollständig durchgeführt worden sind, es sei denn, ihre phasenweise Durchführung wurde zugestanden. In diesem Fall wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die Verfallsfrist für jede Phase außer der ersten anläuft.

Der Verfall der Parzellierungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

3) VERLÄNGERUNG DER GENEHMIGUNG

Art. 87 - § 3. Die Städtebaugenehmigung kann jedoch auf Antrag ihres Inhabers um ein Jahr verlängert werden. Dieser Antrag wird dreißig Tage vor Verstreichen der in § 1 genannten Frist eingereicht.

Die Verlängerung wird durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium genehmigt. In dem in Art. 127 erwähnten Fall wird die Verlängerung jedoch von der Regierung oder dem beauftragten Beamten gewährt.

4) BESCHEINIGUNG ÜBER DIE KONFORMITÄT DER ARBEITEN

Art. 139 - § 1. Der Genehmigungsempfänger muss spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist oder vor einer Abtretung überprüfen lassen, ob das Gut in einem Zustand ist, der in Übereinstimmung mit der Genehmigung steht.

Bei einer Abtretung, die mehr als drei Jahre nach einer Überprüfung stattfindet, muss der Abtretende vor der Abtretungsakte die Übereinstimmung des Gutes mit der Genehmigung überprüfen lassen. Jedoch ist eine Überprüfung erforderlich vor jeder Abtretung, die nach einer provisorischen Überprüfung stattfindet.

§ 2. Die Überprüfung wird von einem zugelassenen Bescheinigungsaussteller vorgenommen, der von dem Genehmigungsempfänger oder dem Abtretenden gewählt wird.

Hat die Gemeinde am Ende der sechs Monate, die auf den Ablauf der in Artikel 87, § 2 erwähnten Frist folgen, weder die städtebauliche Konformitätsbescheinigung noch das Dokument mit der Ablehnung einer Konformitätsbescheinigung erhalten, so beauftragt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von diesem Kollegium bevollmächtigte Bedienstete von Amts wegen einen zugelassenen Bescheinigungsaussteller mit der Überprüfung.

Auf jeden Fall geht die Überprüfung zu Lasten des Genehmigungsempfängers oder des Abtretenden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der Form für die Anträge und Beschlüsse in Sachen Städtebaugenehmigungen, Parzellierungsgenehmigungen und Änderungen von Parzellierungsgenehmigungen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3962

[2003/201138]

17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 115, tweede lid, 127, § 2, tweede lid, en 133, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 18 februari 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De hoofdstukken XII en XIV met de artikelen 381 tot en met 388 van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden vervangen door volgende tekst :

« HOOFDSTUK XII. — Vorm van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Art. 381. De beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij de stedenbouwkundige vergunningen toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier A waarvan het model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 30). Dat formulier wordt ingevuld met vermelding, in de linkerbovenhoek, van het bestuur dat er gebruik van maakt.

Art. 382. De beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij de verkavelingsvergunningen toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier B waarvan het model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 31). Dat formulier wordt ingevuld met vermelding, in de linkerbovenhoek, van het bestuur dat er gebruik van maakt.

Art. 383. De beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij de wijzigingen van de verkavelingsvergunningen toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier C waarvan het model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 31). Dat formulier wordt ingevuld met vermelding, in de linkerbovenhoek, van het bestuur dat er gebruik van maakt.

HOOFDSTUK XIII. — Vorm van de beslissingen die overeenkomstig artikel 118 door de gemachtigd ambtenaar getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Art. 384. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig artikel 118 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier D waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 32).

Art. 385. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 118 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier E waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 32).

Art. 386. De beslissingen van de gemachtigd ambtenaar waarbij de wijzigingen van de verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 118 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier F waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 32).

HOOFDSTUK XIV. — Vorm van de beslissingen die overeenkomstig de artikelen 121, 122 en 127 door de Regering of de gemachtigd ambtenaar getroffen worden inzake de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Art. 387. De beslissingen van de Regering of van de gemachtigd ambtenaar waarbij de stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier G waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 12).

Art. 388. De beslissingen van de Regering of van de gemachtigd ambtenaar waarbij de verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier H waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 13).

Art. 388/1. De beslissingen van de Regering of van de gemachtigd ambtenaar waarbij de wijzigingen van verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 127 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier I waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14).

Art. 388/2. De beslissingen van de Regering waarbij de stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig artikel 121 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier O waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14).

Art. 388/3. De beslissingen van de Regering waarbij de verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 121 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier P waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14).

Art. 388/4. De beslissingen van de Regering waarbij de wijzigingen van verkavelingsvergunningen overeenkomstig artikel 121 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier Q waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14).

Art. 388/5. De beslissingen van de Regering waarbij de stedenbouwkundige vergunningen overeenkomstig artikel 122 toegekend dan wel geweigerd worden, dienen op straffe van nietigheid getroffen te worden onder gebruik van formulier R waarvan een model als bijlage opgenomen is bij dit Wetboek (bijlage 14). »

Art. 2. § 1. In het opschrift van hoofdstuk VI met de artikelen 274 tot en met 276 van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden « en de vorm van de beslissingen van de gemachtigd ambtenaar » geschrapt.

§ 2. De artikelen 275 en 276 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 3. In artikel 308, enig lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « bijlage 23 » vervangen door de woorden « bijlage 20 ».

Art. 4. Artikel 311, enig lid, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« 1° Een vergunningsaanvraag die opgesteld is aan de hand van een formulier dat door de gemeente is uitgewerkt, wordt door laatstgenoemde kosteloos ter beschikking gesteld van de aanvrager; in het formulier dient de tekst van het model vermeld in bijlage 23 opgenomen te zijn. »

Art. 5. Artikel 314, enig lid, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« 1° Een vergunningsaanvraag in drie exemplaren, die eventueel tegengetekend wordt door de eigenaars van de kavels die in de vergunde verkaveling liggen en die opgesteld is aan de hand van een formulier dat door de gemeente is uitgewerkt, en door laatstgenoemde kosteloos ter beschikking gesteld wordt van de aanvrager; in het formulier dient de tekst van het model vermeld in bijlage 24 opgenomen te zijn. »

Art. 6. De bijlagen 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 en 32 bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw worden respectievelijk vervangen door de bijlagen 12, 13, 14, 20, 21, 22, 23, 24, 30, 31 en 32 en als bijlage bij dit besluit bekendgemaakt.

Art. 7. De bijlagen 15, 16 en 17 bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 houdende de bijlagen bij het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw worden opgeheven.

Art. 8. Hoofdstuk XVI van titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium met de artikelen 390 tot en met 392 wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking 30 dagen na diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 30 — FORMULIER A

**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING
VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING**

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op artikel 123, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet vervallen vergund bij ... van ...;

(2) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ügebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) Gelet op het ministerieel besluit van ... waarbij de gemeente onder de gedecentraliseerde regeling inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw valt;

(2) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -; dat de vergunning krachtens artikel 109 van voornoemd Wetboek afgeleverd is na eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(2) Overwegende dat de in het vooruitzicht gestelde handelingen en werken krachtens artikel 84, § 2, tweede lid, 3° en derde lid, van voornoemd Wetboek het advies van de gemachtigd ambtenaar niet vereisen;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingsaanvraag die het college van burgemeester en schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

Overwegende dat enkel de Regering of de gemachtigd ambtenaar bij wijze van uitzondering afwijkingen kunnen toestaan;

(2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ..., niet aan het college van burgemeester en schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

(dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn ;

(dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn ;

(dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn ; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn ;

(1) (2) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar op ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 107, § 2, - 109 — van voornoemd Wetboek; dat zijn advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn — eensluidend — advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op..., niet aan het college van burgemeester en schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat het advies van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn krachtens artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(9) Overwegende dat

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Beslist :

(1) Artikel 1 - De door ... aangevraagde stedenbouwkundige vergunning is — toegekend — geweigerd.

(5) — De houder van de vergunning dient :

1° alle voorwaarden die omschreven zijn in het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar, zoals hieronder aangegeven, na te leven;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De vergunde werken of handelingen dienen in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

(5) (8) Artikel ... - De vergunde werken of handelingen mogen niet behouden blijven na ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

(5) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het College van Burgemeester en Schepenen en de gemachtigd ambtenaar minstens acht dagen vóór aanvang van de vergunde werken en handelingen bij aangetekend schrijven in over de aanvang ervan.

Artikel ... - Deze vergunning stelt niet vrij van de verplichting om de andere toelatingen en vergunningen die bij andere wetten of verordeningen opgelegd kunnen worden, aan te vragen, meer bepaald ...

Te, op

VANWEGE HET COLLEGE :

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het college van burgemeester en schepenen in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.

(9) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 108 stelt de gemachtigde ambtenaar een beroep in bij de Regering binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

Art. 122. In de gevallen bedoeld in artikel 84, § 2, tweede lid, 3°, mag de aanvrager alleen bij de gemachtigde ambtenaar een aangetekend beroep instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de in artikel 117 bedoelde beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

Art. 108. § 1. De gemachtigde ambtenaar dient het met redenen omkleed beroep bedoeld in artikel 119, § 2, tweede lid, bij de Regering in als de procedure onregelmatig is geweest of als de vergunning niet overeenstemt :

- 1° met het gewestplan, als er noch een gemeentelijk plan van aanleg noch een verkavelingsvergunning bestaat;
- 2° met het gemeentelijk plan of met de verkavelingsvergunning;
- 3° met het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of met een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;
- 4° met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen en met de perceelsgewijze plannen die de Regering heeft goedgekeurd krachtens artikel 6 van bedoelde wet;
- 5° met de toegestane afwijking in toepassing van de artikelen 110 tot en met 113.

Hij geeft de aard van de onregelmatigheid in de procedure aan, of de bepaling waarmee de vergunning niet overeenstemt.

§ 2. De gemachtigd ambtenaar kan eveneens een met redenen omkleed beroep indienen bij de Regering :

1° indien de beslissing van het college van burgemeester en schepenen afwijkt van het advies dat door de gemeentelijke commissie is uitgebracht in het kader van een verplichte raadpleging van laatstgenoemde;

2° bij gebreke van de gemeentelijke commissie, indien bij het openbaar onderzoek dat in toepassing van dit wetboek is ingesteld ofwel :

- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van minstens tienduizend inwoners betreft;
- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van tienduizend tot vijftigduizend inwoners betreft;
- honderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van vijftigduizend tot honderdduizend inwoners betreft;
- tweehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van honderdduizend tot driehonderdduizend inwoners betreft;
- driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van meer dan driehonderdduizend inwoners betreft;

individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben uitgebracht in verband met het ontwerp in de loop van bedoeld onderzoek van individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben voorzien en indien de beslissing van het college niet aan bedoelde opmerkingen tegemoetkomt;

3° indien de Regering beslist heeft tot de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg of de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat als gevolg heeft de herziening of de vernietiging van de hele verkavelingsvergunning of een deel ervan.

In de vergunning dient dit artikel te worden opgenomen.

(2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar het college van burgemeester en schepenen.

(3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

(4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 1. De vergunning vervalt indien de begunstigde binnen twee jaar na de verzending ervan niet op een significante wijze met de werken is gestart.

§ 2. De vergunning vervalt voor de overige werken indien deze niet volledig werden uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan, behalve wanneer ze in fasen uitgevoerd mogen worden. In dat geval bepaalt de vergunning de vervaldatum voor elke fase, met uitzondering van de eerste.

De vergunning vervalt van rechtswege.

(5) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 3. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. Het verzoek moet ingediend worden binnen dertig dagen vóór de in artikel 87, § 1, bedoelde vervaldatum.

De verlenging wordt toegestaan door het College van burgemeester en schepenen.

(6) CERTIFICERING VAN DE CONFORMITEIT VAN DE WERKEN

Art. 139. § 1. De vergunningsgerechtigde dient te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht.

Indien het een overdracht betreft die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de overdrager te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld college daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

(7) BIJZONDERE MAATREGELEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP GEGROEPEERDE BOUWWERKEN

Art. 126. Indien een stedenbouwkundige vergunning meerdere bouwwerken toelaat en die bouwwerken het doorvoeren van infrastructuurwerkzaamheden en gemeenschappelijke uitrustingen met inbegrip van uitrustingen voor de zuivering van afvalwater impliceren, kan de vergunning de overgangen om niet of onder bezwarende titel, van deling, van inpachtgeving of van opstal, of van de verhuur voor meer dan negen jaar die betrekking hebben op het geheel of een deel van die goeden ondergeschikt maken aan :

1° een attest dat afgeleerd wordt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 95, eerste lid;

2° een akte van verdeling die opgesteld wordt door de notaris en waarbij de stedenbouwkundige voorschriften vastgelegd worden voor het geheel, evenals de beheerswijze van de gemeenschappelijke delen.

In de vergunning wordt melding gemaakt van de eventuele fases voor de verwezenlijking van de bouwwerken met vermelding van de aanvang van elke fase.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

BIJLAGE 31 — FORMULIER B**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op artikel 123, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een verkavelingsvergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot de verdeling van dat goed in ... kavels met het oog op ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

— bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

— bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(2) Overwegende dat er een niet-vernietigbaar stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ugebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) Gelet op het ministerieel besluit van ... waarbij de gemeente onder de gedecentraliseerde regeling inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw valt;

(2) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -; dat de vergunning krachtens artikel 109 van voornoemd Wetboek afgeleverd is na eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapporteringû geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingaanvraag die het college van burgemeester en schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

Overwegende dat enkel de Regering of de gemachtigd ambtenaar bij wijze van uitzondering afwijkingen kunnen toestaan;

(2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ..., niet aan het college van burgemeester en schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende red(en) :

- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(1) (2) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar op ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 107, § 2, - 109 — van voornoemd Wetboek; dat zijn advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn — eensluidend — advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op..., niet aan het College van Burgemeester en Schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat het advies van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn krachtens artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(8) Overwegende dat
.....
.....
.....
.....
.....

Beslist :

(2) Artikel 1. - De door ... aangevraagde verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(5) - De houder van de vergunning dient :

(2) 1° alle voorwaarden die omschreven zijn in het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar, zoals hieronder aangegeven, na te leven;

(6) 2° ...

(2) (5) (7) Artikel ... - De verkaveling dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

VANWEGE HET COLLEGE :

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(4) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(5) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(6) In voorkomend geval door het College van Burgemeester en Schepenen in te vullen.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 108 stelt de gemachtigde ambtenaar een beroep in bij de Regering binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

Art. 108. § 1. De gemachtigde ambtenaar dient het met redenen omkleed beroep bedoeld in artikel 119, § 2, tweede lid, bij de Regering in als de procedure onregelmatig is geweest of als de vergunning niet overeenstemt :

- 1° met het gewestplan, als er noch een gemeentelijk plan van aanleg noch een verkavelingsvergunning bestaat;
- 2° met het gemeentelijk plan of met de verkavelingsvergunning;
- 3° met het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of met een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;
- 4° met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen en met de perceelsgewijze plannen die de Regering heeft goedgekeurd krachtens artikel 6 van bedoelde wet;
- 5° met de toegestane afwijking in toepassing van de artikelen 110 tot en met 113.

Hij geeft de aard van de onregelmatigheid in de procedure aan, of de bepaling waarmee de vergunning niet overeenstemt.

§ 2. De gemachtigd ambtenaar kan eveneens een met redenen omkleed beroep indienen bij de Regering :

1° indien de beslissing van het college van burgemeester en schepenen afwijkt van het advies dat door de gemeentelijke commissie is uitgebracht in het kader van een verplichte raadpleging van laatstgenoemde;

2° bij gebreke van de gemeentelijke commissie, indien bij het openbaar onderzoek dat in toepassing van dit wetboek is ingesteld ofwel :

- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van minstens tienduizend inwoners betreft;
- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van tienduizend tot vijftigduizend inwoners betreft;
- honderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van vijftigduizend tot honderdduizend inwoners betreft;
- tweehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van honderdduizend tot driehonderdduizend inwoners betreft;
- driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van meer dan driehonderdduizend inwoners betreft;

individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben uitgebracht in verband met het ontwerp in de loop van bedoeld onderzoek van individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben voorzien en indien de beslissing van het college niet aan bedoelde opmerkingen tegemoetkomt;

3° indien de Regering beslist heeft tot de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg of de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat als gevolg heeft de herziening of de vernietiging van de hele verkavelingsvergunning of een deel ervan.

In de vergunning dient dit artikel te worden opgenomen.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar het College van burgemeester en schepenen.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluidend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

5) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluidende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het College van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het College van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 31 — FORMULIER C

(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING — VAN DE WIJZIGING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

Het college van burgemeester en schepenen,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op artikel 123, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

(1) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ..., een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen verkavelingsvergunning nr. ... vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot de verdeling van dat goed in ... kavels met het oog op ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;

bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel de aanvraag tegengetekend hebben;

(1) (2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet tegengetekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluitend afschrift ervan hebben gekregen bij ter post aangetekend schrijven; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... een bezwaarschrift ingediend heeft — hebben binnen een termijn van dertig dagen na datum van afgifte bij de post van de aangetekende zendingen; dat die eigenaar(s) meer — minder dan één kwart van de in de aanvankelijke vergunning vergunde kavels bezit(ten);

(1) (2) (3) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet tegengetekend heeft — hebben, geen eensluitend afschrift ervan gekregen heeft — hebben bij ter post aangetekend schrijven;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier of uit de bezwaarschriften blijkt — niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(2) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ugebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) Gelet op het ministerieel besluit van ... waarbij de gemeente onder de gedecentraliseerde regeling inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw valt;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -; dat de vergunning krachtens artikel 109 van voornoemd Wetboek afgeleverd is na eensluitend advies van de gemachtigd ambtenaar;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de gestion de l'eau " (openbare Maatschappij voor waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingsaanvraag die het college van burgemeester en schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

Overwegende dat enkel de Regering of de gemachtigd ambtenaar bij wijze van uitzondering afwijkingen kunnen toestaan;

(2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op ..., niet aan het college van burgemeester en schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn overeenkomstig artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(1) (2) (3) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar op ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 107, § 2, - 109 — van voornoemd Wetboek; dat zijn advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn — eensluidend — advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het — eensluidend — advies van de gemachtigd ambtenaar, overgemaakt op..., niet aan het college van burgemeester en schepenen is gericht binnen de 35 dagen na aanvraag ervan; dat het advies van de gemachtigd ambtenaar geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn krachtens artikel 116, § 5, tweede lid, van voornoemd Wetboek;

(9) Overwegende dat
.....
.....
.....
.....

Beslist :

(1) De door ... aangevraagde wijziging van de verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) - De houder van de vergunning dient :

(2) 1° alle voorwaarden die omschreven zijn in het eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar, zoals hieronder aangegeven, na te leven;

(7) 2° ...

(2) (6) (8) Artikel ... - De verkaveling dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op

VANWEGE HET COLLEGE :

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
- (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
- (3) Schrappen of uitwissen indien de eigenaar(s) die meer dan één kwart van de kavels bezit(ten) uiting geven aan hun onenigheid.
- (4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
- (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
- (6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.
- (7) In voorkomend geval door het college van burgemeester en schepenen in te vullen.
- (8) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.
- (9) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

**UITTREKSELS UIT HET WAAELSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. In de gevallen bedoeld in artikel 108 stelt de gemachtigde ambtenaar een beroep in bij de Regering binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

Art. 118. § 1. De gemachtigde ambtenaar dient het met redenen omkleed beroep bedoeld in artikel 119, § 2, tweede lid, bij de Regering in als de procedure onregelmatig is geweest of als de vergunning niet overeenstemt :

- 1° met het gewestplan, als er noch een gemeentelijk plan van aanleg noch een verkavelingsvergunning bestaat;
- 2° met het gemeentelijk plan of met de verkavelingsvergunning;
- 3° met het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of met een gewestelijk stedenbouwkundig reglement;
- 4° met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen en met de perceelsgewijze plannen die de Regering heeft goedgekeurd krachtens artikel 6 van bedoelde wet;
- 5° met de toegestane afwijking in toepassing van de artikelen 110 tot en met 113.

Hij geeft de aard van de onregelmatigheid in de procedure aan, of de bepaling waarmee de vergunning niet overeenstemt.

§ 2. De gemachtigd ambtenaar kan eveneens een met redenen omkleed beroep indienen bij de Regering :

1° indien de beslissing van het college van burgemeester en schepenen afwijkt van het advies dat door de gemeentelijke commissie is uitgebracht in het kader van een verplichte raadpleging van laatstgenoemde;

2° bij gebreke van de gemeentelijke commissie, indien bij het openbaar onderzoek dat in toepassing van dit wetboek is ingesteld ofwel :

- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van minstens tienduizend inwoners betreft;
- vijftig personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van tienduizend tot vijftigduizend inwoners betreft;
- honderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van vijftigduizend tot honderdduizend inwoners betreft;
- tweehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van honderdduizend tot driehonderdduizend inwoners betreft;
- driehonderd personen ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar het ontwerp gelegen is als het een gemeente van meer dan driehonderdduizend inwoners betreft;

individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben uitgebracht in verband met het ontwerp in de loop van bedoeld onderzoek van individuele en met redenen omklede opmerkingen hebben voorzien en indien de beslissing van het college niet aan bedoelde opmerkingen tegemoetkomt;

3° indien de Regering beslist heeft tot de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg of de opstelling van een gemeentelijk plan van aanleg dat als gevolg heeft de herziening of de vernietiging van de hele verkavelingsvergunning of een deel ervan.

In de vergunning dient dit artikel te worden opgenomen.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar het college van burgemeester en schepenen.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluitend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

5. VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluitende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 32 — FORMULIER D

AANHANGIGMAKING BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR

(1) (4) **BESLISSING TOT — TOEKENNING
WEIGERING VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING**

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

- bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;
- bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) Overwegende dat de aanvrager de gemachtigd ambtenaar uitgenodigd heeft om over zijn vergunningsaanvraag met datum van ... te beslissen; dat de aanhangigmaking ervan bij de gemachtigd ambtenaar — ontvankelijk — onontvankelijk — is om volgende reden(en) : ...;

(2) (4) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (4) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (4) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet ervallen vergund bij ... van ...;

(2) (4) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (4) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (4) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ũgebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (4) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-ervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in  en van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met handelingen en werken bedoeld in artikel 84, § 2, tweede lid, 3° en derde lid, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering^u geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (4) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(4) (9) Overwegende dat

.....

Beslist :

Artikel 1. — De aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar is — ontvankelijk — onontvankelijk.

(1) (4) Artikel... — De door ... aangevraagde stedenbouwkundige vergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) - De houder van de vergunning moet : ...

(2) (6) (7) Artikel... - De vergunde werken of handelingen dienen in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

(6) (8) Artikel... - De vergunde werken of handelingen mogen niet behouden blijven na ...

Artikel... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

(6) Artikel... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar minstens acht dagen vóór aanvang van de vergunde werken en handelingen bij aangetekend schrijven in over de aanvang ervan.

Artikel ... - Deze vergunning stelt niet vrij van de verplichting om de andere toelatingen en vergunningen die bij andere wetten of verordeningen opgelegd kunnen worden, aan te vragen, meer bepaald ...

Te ..., op...;

De gemachtigd ambtenaar,

- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
- (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
- (3) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
- (4) Schrappen of uitwissen indien de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is.
- (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
- (6) Schrappen of uitwissen indien de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is of indien de vergunning niet is afgeleverd.
- (7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.
- (8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.
- (9) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW EN PATRIMONIUM

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. Het College van Burgemeester en Schepenen kan een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 2. Het beroep van het college van burgemeester en schepenen, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar de gemachtigd ambtenaar.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 134. § 1. De vergunning vervalt indien de begunstigde binnen twee jaar na de verzending ervan niet op een significante wijze met de werken is gestart.

§ 2. De vergunning vervalt voor de overige werken indien deze niet volledig werden uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan, behalve wanneer ze in fasen uitgevoerd mogen worden. In dat geval bepaalt de vergunning de vervaldatum voor elke fase, met uitzondering van de eerste.

De vergunning vervalt van rechtswege.

5) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. § 3. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. Het verzoek moet ingediend worden binnen dertig dagen vóór de in artikel 87, § 1, bedoelde vervaldatum.

De verlenging wordt toegestaan door het College van burgemeester en schepenen.

6) CERTIFICERING VAN DE CONFORMITEIT VAN DE WERKEN

Art. 139. — § 1. De vergunningsgerechtigde dient te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht.

Indien het een overdracht betreft die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de overdrager te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld college daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

7) BIJZONDERE MAATREGELEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP GEGROEPEERDE BOUWWERKEN

Art. 126. Indien een stedenbouwkundige vergunning meerdere bouwwerken toelaat en die bouwwerken het doorvoeren van infrastructuurwerkzaamheden en gemeenschappelijke uitrustingen met inbegrip van uitrustingen voor de zuivering van afvalwater impliceren, kan de vergunning de overgangen om niet of onder bezwarende titel, van deling, van inpachtgeving of van opstal, of van de verhuur voor meer dan negen jaar die betrekking hebben op het geheel of een deel van die goeden ondergeschikt maken aan :

1° een attest dat afgeleerd wordt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 95, eerste lid;

2° een akte van verdeling die opgesteld wordt door de notaris en waarbij de stedenbouwkundige voorschriften vastgelegd worden voor het geheel, evenals de beheerswijze van de gemeenschappelijke delen.

In de vergunning wordt melding gemaakt van de eventuele fases voor de verwezenlijking van de bouwwerken met vermelding van de aanvang van elke fase.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 31 — FORMULIER E

AANHANGIGMAKING BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR

(1) (3) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING — VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een verkavelingsvergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot de verdeling van dat goed in ... kavels met het oog op ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

- bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;
- bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) Overwegende dat de aanvrager de gemachtigd ambtenaar uitgenodigd heeft om over zijn vergunningsaanvraag met datum van ... te beslissen; dat de aanhangigmaking ervan bij de gemachtigd ambtenaar — ontvankelijk — onontvankelijk — is om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ũgebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(3) (8) Overwegende dat

.....

Beslist :

Artikel 1. De aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar is — ontvankelijk — onontvankelijk.

(3) Artikel... — De door ... aangevraagde verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) - De houder van de vergunning dient :

(2) (6) (7) Artikel ... - De verkaveling dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op.....;

De gemachtigd ambtenaar,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) Schrappen of uitwissen als de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is.

(4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(6) Schrappen of uitwissen indien de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is of indien de vergunning niet is afgeleverd.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW EN PATRIMONIUM

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandlings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen kan een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar het college van burgemeester en schepenen.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluidend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

5) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluidende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 31 — FORMULIER F

AANHANGIGMAKING BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR

(1) (3) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING — VAN DE WIJZIGING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

(1) Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s) ..., een aanvraag tot wijziging van de niet-vervallen verkavelingsvergunning nr. ..., vergund bij ... van ..., heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastraerd afdeling ... en met betrekking tot de verdeling van dat goed in ... kavels met het oog op ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag

- bij aangetekend schrijven tegen postontvangstbewijs met datum van ... aan het gemeentebestuur is gericht;
- bij het gemeentebestuur is afgegeven tegen ontvangstbewijs met datum van ...;

(1) Overwegende dat de aanvrager de gemachtigd ambtenaar uitgenodigd heeft om over zijn vergunningsaanvraag met datum van ... te beslissen; dat de aanhangigmaking ervan bij de gemachtigd ambtenaar — ontvankelijk — onontvankelijk — is om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel de aanvraag tegengetekend hebben;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet tegengetekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan hebben gekregen bij ter post aangetekend schrijven; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... een bezwaarschrift ingediend heeft — hebben binnen een termijn van dertig dagen na datum van afgifte bij de post van de aangetekende zendingen; dat die eigenaar(s) meer — minder dan één kwart van de in de aanvankelijke vergunning vergunde kavels bezit(ten);

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet tegengetekend heeft — hebben, geen eensluidend afschrift ervan gekregen heeft — hebben bij ter post aangetekend schrijven;

(1) (3) (4) Overwegende dat uit het ingediende dossier of uit de bezwaarschriften blijkt — niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) (4) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) (4) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) (4) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ugebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) (4) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapporteringû geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) (4) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) (4) (5) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is om volgende reden(en) : ...; dat er door het college van burgemeester en schepenen een gemotiveerd afwijkingsvoorstel — geen gemotiveerd afwijkingsvoorstel is gericht aan de gemachtigd ambtenaar; dat een dergelijk voorstel vereist — niet vereist is;

(1) (2) (3) (4) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(9) Overwegende dat

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Beslist :

Artikel 1. — De aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar is — ontvankelijk — onontvankelijk.

(1) (3) Artikel... De door ... aangevraagde wijziging van de verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(7) - De houder van de vergunning dient :

(2) (7) (8) Artikel ... - De verkaveling dient in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd te worden : ...

Artikel... - Van deze beslissing wordt een uitgifte aan de aanvrager en aan de gemachtigd ambtenaar overgemaakt, om hem eventueel zijn recht op hoger beroep te kunnen laten uitoefenen.

Te, op.....;

De gemachtigd ambtenaar,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) Schrappen of uitwissen indien de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is.

(4) Schrappen of uitwissen indien de eigenaar(s) die meer dan één kwart van de kavels bezitten hun onenigheid hebben geuit.

(5) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(6) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(7) Schrappen of uitwissen indien de aanhangigmaking bij de gemachtigd ambtenaar onontvankelijk is of indien de vergunning niet is afgeleverd.

(8) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(9) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 119. § 1. De aanvrager kan bij ter post aangetekend schrijven een met redenen omkleed beroep bij de Regering instellen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen.

Bij het beroep wordt een afschrift gevoegd van de plannen van de aanvraag tot het verkrijgen van een vergunning en van de beslissing waarop het beroep slaat. De behandelings- en beslissingstermijnen beginnen pas te lopen, te rekenen vanaf de ontvangst van bedoeld afschrift.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen kan een gemotiveerd beroep indienen bij de Regering binnen de dertig dagen na ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar.

Art. 452/13. De in artikel 119 bedoelde beroepen zijn bij ter post aangetekend schrijven te richten aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De aanvrager die een beroep instelt, vermeldt in zijn brief de datum waarop hij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen ontvangen heeft.

2) OPSCHORTING VAN DE VERGUNNING

Art. 119. Het beroep van de gemachtigd ambtenaar, evenals de termijn om het beroep in te dienen, zijn opschortend. Het beroep wordt gelijktijdig naar de aanvrager gestuurd en naar het college van burgemeester en schepenen.

3) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

4) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluidend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

5) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluidende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

6) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 12 — FORMULIER G

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT

(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

(1) De Minister — De gemachtigd ambtenaar -,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht met datum van ... gericht is aan de gemachtigd ambtenaar van de Directie ... van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;

(2) Overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor geen enkele machtiging is verleend aan de gemachtigd ambtenaar om volgende reden : ...;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het College van Burgemeester en Schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ...; dat het beroep overeenkomstig artikel 127, § 6, van voornoemd Wetboek ontvankelijk — onontvankelijk — is;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-vernietigd stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet vernietigd vergund bij ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ügebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapporteringû geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (3) Overwegende dat het advies van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van ... ingewonnen is; dat diens advies — gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn;

(1) (2) (3) Overwegende dat het advies van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt — niet overgemaakt is aan de Regering op datum van...; dat diens advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat diens advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt is — niet overgemaakt is aan de aanvrager en aan het College van Burgemeester en Schepenen op datum van ...; dat diens beslissing — gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is- geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn-; dat diens beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hupbronnen en Leefmilieu op datum van ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 127, § 2, en overgemaakt is op datum van ... en gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstigs is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn-;

(3) (9) Overwegende dat

.....

.....

.....

.....

.....

Besluit :

Artikel 1. — De door ... aangevraagde stedenbouwkundige vergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning moet :

(2) (6) (7) Artikel ... - De vergunde werken of handelingen worden in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd : ...

(6) (8) Artikel ... - De vergunde werken of handelingen mogen niet na ... behouden blijven.

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen van ...

(6) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar bij aangetekend schrijven in over de aanvang van de werkzaamheden of de handelingen die vergund zijn, minstens acht dagen voor aanvang ervan.

(6) Artikel ... - Deze vergunning stelt niet vrij van de verplichting de door andere wetten of regelgevingen, inzonderheid ..., opgelegde toelatingen of vergunningen aan te vragen.

(10) Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te, op

De Minister — de gemachtigd ambtenaar-,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) Schrappen of uitwissen als het beroep bij de Regering onontvankelijk is.

(4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.

(9) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.

(10) Dient enkel te worden vermeld indien de beslissing door de Regering getroffen wordt.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 127. § 6. De aanvrager en het college van burgemeester en schepenen kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar of na het aflopen van de termijn bedoeld in artikel 127, paragraaf 4, tweede lid.

2) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

3) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 134. § 1. De vergunning vervalt indien de begunstigde binnen twee jaar na de verzending ervan niet op een significante wijze met de werken is gestart.

§ 2. De vergunning vervalt voor de overige werken indien deze niet volledig werden uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan, behalve wanneer ze in fasen uitgevoerd mogen worden. In dat geval bepaalt de vergunning de vervaldatum voor elke fase, met uitzondering van de eerste.

De vergunning vervalt van rechtswege.

4) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 3. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. Het verzoek moet ingediend worden binnen dertig dagen vóór de in artikel 87, § 1 bedoelde vervaldatum.

De verlenging wordt toegestaan door het college van burgemeester en schepenen.

4) CERTIFICERING VAN DE CONFORMITEIT VAN DE WERKEN

Art. 87. — § 1. De vergunningsgerechtigde dient te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht.

Indien het een overdracht betreft die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de overdrager te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld college daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

6) BIJZONDERE MAATREGELEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP GEGROEPEERDE BOUWWERKEN

Art. 126. Indien een stedenbouwkundige vergunning meerdere bouwwerken toelaat en die bouwwerken het doorvoeren van infrastructuurwerkzaamheden en gemeenschappelijke uitrustingen met inbegrip van uitrustingen voor de zuivering van afvalwater impliceren, kan de vergunning de overgangen om niet of onder bezwarende titel, van deling, van inpachtgeving of van opstal, of van de verhuur voor meer dan negen jaar die betrekking hebben op het geheel of een deel van die goeden ondergeschikt maken aan :

1° een attest dat afgeleverd wordt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 95, eerste lid;

2° een akte van verdeling die opgesteld wordt door de notaris en waarbij de stedenbouwkundige voorschriften vastgelegd worden voor het geheel, evenals de beheerswijze van de gemeenschappelijke delen.

In de vergunning wordt melding gemaakt van de eventuele fases voor de verwezenlijking van de bouwwerken met vermelding van de aanvang van elke fase.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 13 — FORMULIER H

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN OF HANDELINGEN EN WERKEN VAN OPENBAAR NUT**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

(1) De Minister — De gemachtigd ambtenaar -,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ... een aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstbericht met datum van ... gericht is aan de gemachtigd ambtenaar van de Directie ... van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;

(2) Overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor geen enkele machtiging is verleend aan de gemachtigd ambtenaar om volgende reden : ...;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ...; dat het beroep overeenkomstig artikel 127, § 6, van voornoemd Wetboek -ontvankelijk — onontvankelijk — is;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een - gebied - ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van het drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu op datum van ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 127, § 2, en overgemaakt is op datum van ...; dat diens advies — gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn;

(1) (3) Overwegende dat het advies van het college van burgemeester en schepenen van ... op datum van ... ingewonnen is en overgemaakt is op datum van...; dat diens advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat diens advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het advies van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt — niet overgemaakt is aan de Regering op datum van ...; dat diens advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn-; dat diens advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt — niet overgemaakt is op datum van ... aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen; dat diens beslissing — gunstig — ondervoorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis ongunstig te zijn; dat diens beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(3) (8) Overwegende dat

.....

.....

.....

.....

.....

Besluit :

Artikel 1. — De door ... aangevraagde verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning moet :

(2) (6) (7) Artikel ... - De verkaveling wordt in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen van ...

(9) Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevest overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te, op

(1) De Minister — de gemachtigd ambtenaar—,

- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
- (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
- (3) Schrappen of uitwissen als het beroep bij de Regering onontvankelijk is.
- (4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
- (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
- (6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.
- (7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.
- (8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.
- (9) Dient enkel te worden vermeld indien de beslissing door de Regering getroffen wordt.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW EN PATRIMONIUM

1) BEROEPSREGELING

Art. 127. § 6. De aanvrager en het college van burgemeester en schepenen kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar of na het aflopen van de termijn bedoeld in paragraaf 4, tweede lid.

2) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

3) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluidend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

4) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluidende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

5) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 14 — FORMULIER I

PUBLIEKRECHTELIJKE PERSONEN

(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING VAN DE WIJZIGING VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING

(1) De Minister — De gemachtigd ambtenaar —,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Gelet op het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest zoals inzonderheid gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 15 mei 2003, evenals bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende respectievelijk de organisatie van het milieueffectenverslag en de lijst van de projecten die aan het effectenonderzoek worden onderworpen;

Overwegende dat ..., eigenaar van de kavel(s), een aanvraag tot een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met betrekking tot ...;

(1) Overwegende dat de volledige vergunningsaanvraag gericht bij ter post aangetekend schrijven met datum van ... is aan de gemachtigd ambtenaar van de Directie ... van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium;

(2) Overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken waarvoor geen enkele machtiging is verleend aan de gemachtigd ambtenaar om volgende reden : ...;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ...; dat het beroep overeenkomstig artikel 127, § 6, - ontvankelijk — onontvankelijk — is;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel de aanvraag tegengetekend hebben;

(1) (2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet tegengetekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan hebben gekregen bij ter post aangetekend schrijven; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... een bezwaarschrift ingediend heeft — hebben binnen een termijn van dertig dagen na datum van afgifte bij de post van de aangetekende zendingen; dat die eigenaar(s) meer — minder dan één kwart van de in de aanvankelijke vergunning vergunde kavels bezit(ten);

(1) (2) (3) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet tegengetekend heeft — hebben, geen eensluidend afschrift ervan gekregen heeft — hebben bij ter post aangetekend schrijven;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier of uit de bezwaarschriften blijkt — niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ũgebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in  en van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag niet conform is aan... om volgende reden(en) :

(1) (2) (3) Overwegende dat de wijzigingsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu op datum van ... ingewonnen is overeenkomstig artikel 127, § 2, en overgemaakt is op datum van ...; dat diens advies — gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn;

(1) (3) Overwegende dat het advies van het college van burgemeester en schepenen van ... op datum van ... ingewonnen is en overgemaakt is op datum van...; dat diens advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat diens advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat het advies van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt is — niet overgemaakt is aan de Regering op datum van ...; dat het advies — gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is- geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn-; dat het advies als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is :...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar overgemaakt — niet overgemaakt is op datum van ... aan de aanvrager en aan het college van burgemeester en schepenen; dat diens beslissing — gunstig — onvoorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis ongunstig te zijn; dat diens beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(8) Overwegende dat

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Besluit :

Artikel 1. — De door ... aangevraagde wijziging van de verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning moet :

(2) (6) (7) Artikel ... - De verkaveling wordt in ... opeenvolgende fasen zoals hierna aangegeven doorgevoerd : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt een uitgifte overgemaakt aan het College van Burgemeester en Schepenen van ...

(9) Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijk om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

- 1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;
- 2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;
- 3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te ..., op ...;

De Minister — de gemachtigd ambtenaar-,

- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
- (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
- (3) Schrappen of uitwissen als het beroep bij de Regering onontvankelijk is.
- (4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
- (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
- (6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.
- (7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn van vijf jaar aangeven.
- (8) De overwegingen in rechte en in feite die als beslissingsgrond dienen, aangeven.
- (9) Dient enkel te worden vermeld indien de beslissing door de Regering getroffen wordt.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) BEROEPSREGELING

Art. 127. § 6. De aanvrager en het college van burgemeester en schepenen kunnen een beroep indienen bij de Waalse Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing van de gemachtigd ambtenaar of na het aflopen van de termijn bedoeld in paragraaf 4, tweede lid.

2) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

3) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluidend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

4) WIJZIGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voorzover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluidende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

5) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 20 — FORMULIER J

AANVRAAG VOOR EEN STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

(twee exemplaren invullen)

Ondergetekende ...

- woonachtig te — met kantoor te - straat nr.
tel. nr.

- handelend in naam en opdracht van -

- woonachtig te — met kantoor te -

straat nr. tel.nr.

vraagt een stedenbouwkundige vergunning aan om op een goed toebehorend aan (3)

gelegen te

straat nr. gekadastreerd afdeling

de handelingen en werken zoals volgt ... uit te voeren.

(1) Bij deze aanvraag worden gevoegd :

a) de stukken en inlichtingen opgelegd bij boek IV, Titel I, Hoofdstuk VII en VIII van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

b) het/de bijgevoegde attest(en) van de architect(en) die de plannen moeten opstellen;

c) ... exemplaren van de plannen, opgesteld overeenkomstig de wijze zoals opgelegd door voornoemd Wetboek, opgesteld :

- door ondergetekende;

- door, woonachtig te — met kantoor te - straat nr. ...
tel. nr., handelend in de hoedanigheid van — lasthebber — bediende — van ondergetekende;

- door, architect, - woonachtig te — met kantoor te -

nr. ... tel. nr.

d) ofwel de korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering, behoorlijk ingevuld; ofwel een milieueffectenverslag;

e) de stukken en inlichtingen opgelegd bij de gemeentelijke verordening van ... (4)

(1) Bij uitvoering van de werken bepaald in deze aanvraag, is de architect belast met de controle over de uitvoering van de werken :

- ondergetekende;

-, woonachtig te, straat
nr. ... tel.nr.

(1) Ik laat de gemeente en de administratie ruimtelijke ordening en stedenbouw toe, mijn architect tegelijk met metzelf de opmerkingen over de plannen over te maken.

(1) (2) Ik verklaar :

- dat er voor het ontwerp een stedenbouwkundige vergunning nr. 2 is afgeleverd met datum van ... (4);

- dat er voor het ontwerp een patrimoniumsattest met datum van ... (4) is afgeleverd;

(1) (2) Ik vraag om een afwijking van het/de volgende stedenbouwkundige voorschriften die van toepassing zijn op het goed : ...

om volgende reden(en) : ...

Ik verbind mij ertoe de toelatingen en vergunningen die in voorkomend geval bij andere wetten, decreten of regelgevingen opgelegd zijn, aan te vragen.

Te ..., op ...;

(handtekening)

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Die inlichtingen kunnen verkregen worden bij het gemeentebestuur.

(3) De rechten van de aanvrager of, in voorkomend geval, van de lastgever op het goed als hij er geen eigenaar van is, aangeven.

(4) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 21 — FORMULIER K

(1) ATTEST VAN DE ARCHITECT*(in twee exemplaren invullen)*

Ondergetekende

- woonachtig te — met kantoor te -

straat ..CE. nr.

tel. nr.

(2) Attesteert :

a) dat hij het recht heeft om in België het beroep architect uit te oefenen en dat hij :

ingeschreven staat op de tabel van de Orde der architecten;

ingeschreven staat op de lijst van de stagiairs van de Orde der architecten;

houder is van de vergunning waarvan sprake in artikel 8 van de wet van 26 juni 1963 tot oprichting van een Orde der architecten;

architect is met registratie als dienstverlener in België.

b) dat hij van de opdracht gekregen heeft om

- de plannen met betrekking tot volgende handelingen en werken ... op te stellen : ...

uit te voeren op een goed gelegen te

straat nr. gekadastraerd afdeling

- controle te verrichten op de uitvoering der werken.

(2) (3) Ondergetekende neemt er akte van dat het project dat hij opgesteld heeft, afwijkt van het/de volgende stedenbouwkundige voorschrift(en) die van toepassing zijn op het goed :

om volgende reden(en) :

Ondergetekende verbindt zich ertoe het college van burgemeester en schepenen van de Gemeente ... onverwijld over elke vroegtijdige beëindiging van Zijn controleopdracht over de uitvoering van de werken in te lichten.

Te ... op...;

(handtekening)

(1) Indien de plannen door meerdere personen zijn opgesteld, dient elkeen ervan een attest in te vullen. Hetzelfde geldt indien de persoon of de personen belast met de controle over de uitvoering van de werken verschilt of verschillen van de persoon of personen belast met de opstelling van de plannen.

(2) Schrappen wat niet past.

(3) Die inlichtingen kunnen bij het gemeentebestuur verkregen worden.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 22 — FORMULIER L

**ATTEST VAN DE ARCHITECT DAT ONDERWORPEN IS AAN HET VISUM VAN DE RAAD
VAN DE ORDE DER ARCHITECTEN***(in twee exemplaren invullen)*

Ondergetekende

- woonachtig te — met kantoor te -

straat nr. ...

tel. nr.

(2) Attesteert dat hij het recht heeft om in België het beroep architect uit te oefenen en dat hij

ingeschreven staat op de tabel van de Orde der architecten;

ingeschreven staat op de lijst van de stagiairs van de Orde der architecten;

houder is van de vergunning waarvan sprake in artikel 8 van de wet van 26 juni 1963 tot oprichting van een Orde der architecten;

architect is met registratie als dienstverlener in België.

(3) (4) (5) Verklaart dat hij bij ter post aangetekend schrijven een attest zoals bedoeld in twee exemplaren aan de raad van de Orde van de architecten van de provincie ... heeft gericht en de beslissing van de raad van de Orde van de architecten binnen de tien werkdagen na voornoemde zending te hebben gekregen.

Te..., op ...

(handtekening)

Visum van de Raad van de Orde

(1) Indien de plannen door meerdere personen zijn opgesteld, dient elkeen ervan een attest in te vullen. Hetzelfde geldt indien de persoon of de personen belast met de controle over de uitvoering van de werken verschilt of verschillen van de persoon of personen belast met de opstelling van de plannen.

(2) Schrappen wat niet past.

(3) De Raad vermelden waaronder de architect ressorteert.

(4) Laatstbedoelde verklaring enkel invullen als de raad van de Orde zich niet binnen de bepaalde termijn heeft uitgesproken over visumaanvraag.

(5) In dat geval dient de indiener van de verklaring het stuk bij het attest voegen waarbij bewijs wordt geleverd van de zending bij ter post aangetekend schrijven van een attest zoals bedoeld, in twee exemplaren.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHEDe Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 23 — FORMULIER M

AANVRAAG VOOR EEN VERKAVELINGSVERGUNNING

Ondergetekende

- woonachtig te — met kantoor te - straat

nr. tel.nr.

- handelend in naam en opdracht van -

- woonachtig te — met kantoor te -

straat nr. tel. nr.

vraagt een vergunning aan om een goed toebehorend aan (4)

gelegen te

straat nr. gekadastreerd afdeling

te verdelen in kavels (3).

(1) Bij deze aanvraag worden gevoegd :

a) de stukken en inlichtingen opgelegd bij boek IV, Titel I, Hoofdstuk IX van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

b) ofwel de korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering, behoorlijk ingevuld; ofwel een milieueffectenverslag.

de stukken en inlichtingen bepaald bij gemeentelijke verordening van (5)

(1) (2) Ik verklaar :

- dat er voor het ontwerp een stedenbouwkundige vergunning nr. 2 is afgeleverd met datum van (5);

- dat er voor het ontwerp een patrimoniumsattest met datum van (5) is afgeleverd;

(1) (2) Ik vraag om een afwijking van het/de volgende stedenbouwkundige voorschriften die van toepassing zijn op het goed :

om volgende reden(en) :

Ik verbind mij ertoe de toelatingen en vergunningen die in voorkomend geval bij andere wetten, decreten of regelgevingen opgelegd zijn, aan te vragen.

Te ..., op ...;

(handtekening)

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Die inlichtingen kunnen verkregen worden bij het gemeentebestuur.

(3) Voorwerp van de aanvraag aangeven

(4) De rechten van de aanvrager of, in voorkomend geval, van de lastgever op het goed als hij er geen eigenaar van is, aangeven.

(5) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 24 — FORMULIER N

AANVRAAG VOOR EEN WIJZIGING VAN EEN VERKAVELINGSVERGUNNING

Ondergetekende
 - woonachtig te — met kantoor te - straat
 nr. tel.nr.
 - handelend in naam en opdracht van -
 - woonachtig te — met kantoor te -
 straat nr. tel. nr.
 eigenaar van een goed te straat nr. ... gekadastraerd afdeling nr. ...
 van de verkaveling, nr. ... niet-verstreken en afgeleverd met datum van
 vraagt een wijziging aan van een verkavelingsvergunning zoals voornoemd (3) ...
 gelegen te
 straat nr. ... gekadastraerd afdeling
 te verdelen in kavels (3).
 eigenaar van een goed te straat nr. ...
 gekadastraerd afdeling nr. ... van de verkaveling, nr. ... niet-verstreken
 en afgeleverd met datum van

(1) Bij deze aanvraag worden gevoegd :

a) de stukken en inlichtingen opgelegd bij boek IV, Titel I, Hoofdstuk IX van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

b) ofwel de korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering, behoorlijk ingevuld; ofwel een milieueffectenverslag.

de stukken en inlichtingen bepaald bij gemeentelijke verordening van (5)

(1) (2) Ik verklaar :

- dat er voor het ontwerp een stedenbouwkundige vergunning nr. 2 is afgeleverd met datum van (4);

- dat er voor het ontwerp een patrimoniumsattest met datum van (4) is afgeleverd;

(1) (2) Ik vraag om een afwijking van het/de volgende stedenbouwkundige voorschriften die van toepassing zijn op het goed :

om volgende reden(en) :

Ik verbind mij ertoe de toelatingen en vergunningen die in voorkomend geval bij andere wetten, decreten of regelgevingen opgelegd zijn, aan te vragen.

Te ..., op ...;

(handtekening)

Eigenaars van kavel die de aanvraag tegengetekend hebben :

Naam	Eigenaar kavel nr.	Datum	Handtekening

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Die inlichtingen kunnen verkregen worden bij het gemeentebestuur.

(3) Voorwerp van de aanvraag aangeven.

(4) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

BIJLAGE 14 — FORMULIER O

BEROEP BIJ DE REGERING**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING
VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING**

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat ... een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastraerd afdeling ... en met als voorwerp ...;

(1) (2) Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente ... met datum van ... de stedenbouwkundige vergunning — toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het college van burgemeester en schepenen door de aanvrager — de gemachtigd ambtenaar — ontvangen is op...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de zaak met datum van ... bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig heeft gemaakt;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 118, § 2, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar de stedenbouwkundige vergunning met datum van ... toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend; dat het gelijktijdig — niet gelijktijdig — zowel aan de aanvrager als aan de Minister is ingediend; dat hij ontvankelijk — onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ..., ontvangen op ...; dat het onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk — onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat er een niet-verniet stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet verniet verniet vergund bij ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ügebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-verniet patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9^o, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is aan om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingsaanvraag die het College van Burgemeester en Schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2^o, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van vernoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(2) Overwegende dat die commissie met datum van ... volgend advies heeft overgemaakt : ...;

(2) Overwegende dat die commissie zijn advies niet binnen de opgelegde termijn heeft overgemaakt; dat dat advies geacht is gunstig te zijn voor de indiener van het beroep;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven heeft verstuurd, door de Regering ontvangen op ...;

(3) (9) Overwegende dat

.....

Beslist :

- (1) Artikel 1. — De door ... aangevraagde stedenbouwkundige vergunning is — toegekend — geweigerd.
 (6) — De houder van de vergunning dient :
 (2) (6) (7) Artikel ... - De vergunde werken en handelingen worden uitgevoerd in ... opeenvolgende fasen, zoals hierna aangegeven : ...
 (6) (8) Artikel ... - De vergunde handelingen of werken mogen niet behouden blijven na...
Artikel ... - Van deze beslissing wordt uitgifte gegeven aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... en aan de gemachtigd ambtenaar.
 (6) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar bij aangetekend schrijven in over de aanvang van de vergunde werken of handelingen, ten minste acht dagen vóór aanvang ervan.
 (6) Artikel ... - Deze vergunning stelt niet vrij van de verplichting om bij andere wetten en regelgevingen, inzonderheid ..., opgelegde vergunningen of toelatingen aan te vragen.

Labell

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te, op

De Minister,

-
- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
 (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
 (3) Schrappen of uitwissen indien het beroep bij de Regering onontvankelijk is.
 (4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
 (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
 (6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.
 (7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.
 (8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.
 (9) De overwegingen in feite en in rechte aangeven die als grondslag dienen voor de beslissing.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW EN PATRIMONIUM

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 1. De vergunning vervalt indien de begunstigde binnen twee jaar na de verzending ervan niet op een significante wijze met de werken is gestart.

§ 2. De vergunning vervalt voor de overige werken indien deze niet volledig werden uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan, behalve wanneer ze in fasen uitgevoerd mogen worden. In dat geval bepaalt de vergunning de vervaldatum voor elke fase, met uitzondering van de eerste.

De vergunning vervalt van rechtswege.

3) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 3. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. Het verzoek moet ingediend worden binnen dertig dagen vóór de in artikel 87, § 1, bedoelde vervaldatum.

De verlenging wordt toegestaan door het College van burgemeester en schepenen.

4) CERTIFICERING VAN DE CONFORMITEIT VAN DE WERKEN

Art. 139. — § 1. De vergunningsgerechtigde dient te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht.

Indien het een overdracht betreft die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de overdrager te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld college daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

5) BIJZONDERE MAATREGELEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP GEGROEPEERDE BOUWWERKEN

Art. 126. Indien een stedenbouwkundige vergunning meerdere bouwwerken toelaat en die bouwwerken het doorvoeren van infrastructuurwerkzaamheden en gemeenschappelijke uitrustingen met inbegrip van uitrustingen voor de zuivering van afvalwater impliceren, kan de vergunning de overgangen om niet of onder bezwarende titel, van deling, van inpachtgeving of van opstal, of van de verhuur voor meer dan negen jaar die betrekking hebben op het geheel of een deel van die goeden ondergeschikt maken aan :

1° een attest dat afgeleverd wordt onder de voorwaarden bedoeld in artikel 95, eerste lid;

2° een akte van verdeling die opgesteld wordt door de notaris en waarbij de stedenbouwkundige voorschriften vastgelegd worden voor het geheel, evenals de beheerswijze van de gemeenschappelijke delen.

In de vergunning wordt melding gemaakt van de eventuele fases voor de verwezenlijking van de bouwwerken met vermelding van de aanvang van elke fase.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

BIJLAGE 14 — FORMULIER P**BEROEP BIJ DE REGERING****(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING — VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat ... een aanvraag voor een verkavelingsvergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met als voorwerp...;

(1) (2) Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente ... met datum van ... de verkavelingsvergunning — toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen door de aanvrager — de gemachtigd ambtenaar — ontvangen is op...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager de zaak met datum van ... bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig heeft gemaakt;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 118, § 2, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar de stedenbouwkundige vergunning met datum van ... toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend; dat het gelijktijdig — niet gelijktijdig — zowel aan de aanvrager als aan de Minister is ingediend; dat hij ontvankelijk — onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ..., ontvangen op ...; dat het onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk — onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet vervallen vergund bij ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ũgebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in  en van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur; dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering — geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is aan om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingaanvraag die het college van burgemeester en schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;
- (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(2) Overwegende dat die commissie met datum van ... volgend advies heeft overgemaakt : ...;

(2) Overwegende dat die commissie zijn advies niet binnen de opgelegde termijn heeft overgemaakt; dat dat advies geacht is gunstig te zijn voor de indiener van het beroep;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven heeft verstuurd, door de Regering ontvangen op ...;

(3) (9) Overwegende dat

Beslist :

(1) Artikel 1. — De door ... aangevraagde verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning dient :

(2) (6) (7) Artikel ... - De verkaveling wordt in ... fasen uitgevoerd zoals hierna aangegeven : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt uitgifte gegeven aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... en aan de gemachtigd ambtenaar.

(6) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar bij aangetekend schrijven in over de aanvang van de vergunde werken of handelingen, ten minste acht dagen vóór aanvang ervan.

Labell

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijk om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te ..., op ...;

De Minister,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past.

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) Schrappen of uitwissen indien het beroep bij de Regering onontvankelijk is.

(4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.

(9) De overwegingen in feite en in rechte aangeven die als grondslag dienen voor de beslissing.

**UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW
EN PATRIMONIUM**

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluitend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

3) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluitende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

**4) BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN DIE STEDENBOUW-
KUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN**

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 14 — FORMULIER Q

BEROEP BIJ DE REGERING**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING — VAN DE WIJZIGING
VAN DE VERKAVELINGSVERGUNNING**

De Minister,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat ... een aanvraag voor een wijziging van de niet-verstreken, bij ... van ... vergunde verkavelingsvergunning nr. heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met als voorwerp...;

(1) (2) Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... met datum van ... de verkavelingsvergunning — toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen door de aanvrager — de gemachtigd ambtenaar — ontvangen is op...;

(3) (2) Overwegende dat de aanvrager de zaak met datum van ... bij de gemachtigd ambtenaar aanhangig heeft gemaakt;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar niet beslist heeft in de termijn bepaald bij artikel 118, § 2, van voornoemd Wetboek;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar de stedenbouwkundige vergunning met datum van ... toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar door de aanvrager — het College van Burgemeester en Schepenen — ontvangen is op ...;

(1) (2) Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar een beroep heeft ingediend bij de Regering, met datum van ..., ontvangen op ...; dat bedoeld beroep onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn bepaald bij artikel 119, § 2, van voornoemd Wetboek is ingediend; dat het gelijktijdig — niet gelijktijdig — zowel aan de aanvrager als aan de Minister is ingediend; dat hij ontvankelijk — onontvankelijk is;

(1) (2) Overwegende dat — de aanvrager — het college van burgemeester en schepenen — een beroep bij de Regering heeft ingediend met datum van ..., ontvangen op ...; dat het onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk — onontvankelijk is;

(2) Overwegende dat er een niet-vervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel de aanvraag tegengetekend hebben;

(1) (2) (3) Overwegende dat alle eigenaars van een kavel die de aanvraag niet tegengetekend hebben, vóór de indiening ervan, een eensluidend afschrift ervan hebben gekregen bij ter post aangetekend schrijven; dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... een bezwaarschrift ingediend heeft — hebben binnen een termijn van dertig dagen na datum van afgifte bij de post van de aangetekende zendingen; dat die eigenaar(s) meer — minder dan één kwart van de in de aanvankelijke vergunning vergunde kavels bezit(ten);

(1) (2) (3) Overwegende dat de eigenaar(s) van de kavel(s) ... die de aanvraag niet tegengetekend heeft — hebben, geen eensluidend afschrift ervan gekregen heeft — hebben bij ter post aangetekend schrijven;

(1) (3) Overwegende dat uit het ingediende dossier of uit de bezwaarschriften blijkt — niet blijkt dat de toelating om de vergunning te wijzigen de rechten voortvloeiende uit de uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen schade berokkent;

(1) (2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet vervallen vergund bij ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ...gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een ügebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een — beschermd — goed dat op de beschermingslijst opgenomen is — gelegen is in een beschermingsgebied als bedoeld in artikel 209 van voornoemd Wetboek — gelegen is in een gebied dat opgenomen is op de lijst van de archeologische sites als bedoeld in artikel 233 van voornoemd Wetboek -;

(2) (3) Overwegende dat er met betrekking tot de aanvraag een niet-vervallen patrimoniumsattest is afgeleverd met datum van ...;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag — de opening van nieuwe gemeentelijke verkeerswegen — de wijziging van het tracé van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de verbreding van bestaande gemeentelijke verkeerswegen — de opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen impliceert; dat de vergunningsaanvraag ter advies is voorgelegd — niet ter advies is voorgelegd — aan het gewestelijke — het provinciebestuur — dat de gemeenteraad na het treffen van bijzondere bekendmakingsmaatregelen erover beraadslaagd heeft;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering geen korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering bevat — een milieueffectenstudie — geen milieueffectenstudie bevat;

(2) (3) Overwegende dat er een milieueffectenstudie is doorgevoerd om volgende reden(en) : ...;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is aan om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingsaanvraag die het College van Burgemeester en Schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

Overwegende dat bij artikel 120 van voornoemd Wetboek een adviescommissie ingesteld wordt, belast met het uitbrengen van een gemotiveerd advies over de beroepen bedoeld in artikel 119 van bedoeld Wetboek;

Overwegende dat partijen en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium uitgenodigd zijn om gehoord te worden door de adviescommissie van ...;

(2) Overwegende dat die commissie met datum van ... volgend advies heeft overgemaakt : ...;

(2) Overwegende dat die commissie zijn advies niet binnen de opgelegde termijn heeft overgemaakt; dat dat advies geacht is gunstig te zijn voor de indiener van het beroep;

(2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een herinneringsschrijven heeft verstuurd, door de Regering ontvangen op ...;

(3) (9) Overwegende dat

Beslist :

(1) Artikel 1. — De door ... aangevraagde wijziging van de verkavelingsvergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning dient :

(2) (6) (7) Artikel ... - De verkaveling wordt in ... fasen uitgevoerd zoals hierna aangegeven : ...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt uitgifte gegeven aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... en aan de gemachtigd ambtenaar.

(6) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar bij aangetekend schrijven in over de aanvang van de vergunde werken of handelingen, ten minste acht dagen vóór aanvang ervan.

Labell

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijk om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevat overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te ..., op ...;

De Minister,

-
- (1) Schrappen of uitwissen wat niet past.
 - (2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.
 - (3) Schrappen of uitwissen indien het beroep bij de Regering onontvankelijk is.
 - (4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.
 - (5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.
 - (6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.
 - (7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.
 - (8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.
 - (9) De overwegingen in feite en in rechte aangeven die als grondslag dienen voor de beslissing.

**UITTREKSELS UIT HET WAAELSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING,
STEDENBOUW EN PATRIMONIUM**

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 98. Wanneer de verkavelingsvergunning geen stedenbouwkundige lasten met zich meebrengt, noch de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing tot gevolg heeft, vervalt zij voor het overige gedeelte indien er geen akten bedoeld in artikel 89, § 1, derde lid, die betrekking hebben op minstens één derde van de percelen werden geregistreerd binnen een termijn van vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

Het verkoop- en verhuurbewijs wordt vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar geleverd door de uittreksels uit de door de notaris of de ontvanger der registraties eensluitend verklaarde akten aan het College te betekenen.

Art. 99. Wanneer de verkavelingsvergunning de aanleg van nieuwe verbindingswegen met zich meebrengt, alsook de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing, vervalt de vergunning wanneer de houder ervan de opgelegde werken en lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning.

De vergunning vervalt eveneens wanneer de houder binnen diezelfde termijn de stedenbouwkundige lasten niet op zich heeft genomen of de krachtens artikel 91 vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Art. 100. Wanneer de werken in verschillende fasen mogen worden uitgevoerd, bepaalt de vergunning voor elke fase, met uitzondering van de eerste, de begindatum van de vervaltermijn van vijf jaar.

Art. 101. De verkavelingsvergunning vervalt van rechtswege.

3) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 102. Een verkavelingsvergunning kan, op verzoek van de eigenaar van het perceel waarop ze betrekking heeft, gewijzigd worden voor zover de wijziging geen afbreuk doet aan de rechten die voortvloeien uit uitdrukkelijke overeenkomsten tussen de partijen.

De gewone heroverschrijving van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning in een authentieke akte of in een onderhandse overeenkomst mag niet worden beschouwd als een overeenkomst zoals bedoeld in het eerste lid.

Art. 103. De bepalingen die de verkavelingsvergunning regelen, gelden ook voor de wijziging ervan, onverminderd de vervulling van de onderstaande formaliteiten.

Alvorens zijn aanvraag in te dienen, stuurt de eigenaar een eensluitende afschrift ervan bij ter post aangetekend schrijven naar alle perceeleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. De ontvangstbewijzen van de aangetekende brieven worden gevoegd bij het dossier dat bij de aanvraag gaat. Bezwaren moeten binnen dertig dagen na de dag waarop de aangetekende brieven ter post werden afgegeven, bij ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen.

De wijziging wordt geweigerd indien de eigenaar(s) van meer dan een kwart van de in de oorspronkelijke vergunning toegestane percelen, hun bezwaarschrift binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij ter post aangetekend schrijven aan het College richten.

Art. 105. De wijziging van de verkavelingsvergunning heeft geen enkele weerslag op de vervaltermijn van de verkavelingsvergunning waarvan de wijziging is gevraagd.

**BIJZONDERE BEPALINGEN DIE VAN TOEPASSING ZIJN OP DE VERKAVELINGEN
DIE STEDENBOUWKUNDIGE LASTEN OF DE OPENING VAN VERKEERSWEGEN IMPLICEREN**

Art. 95. Het is verboden een perceel dat het voorwerp uitmaakt van een verkavelingsvergunning of van een fase daarvan die stedenbouwkundige lasten vergt, of waarvoor de aanleg van nieuwe verbindingswegen, de wijziging van het tracé van de bestaande gemeentelijke verbindingswegen, hun verbreding of afschaffing nodig is, vrijwillig te koop te bieden, te verkopen, in huur te geven of voor meer dan negen jaar te verhuren, in erfpacht of in opstal af te staan, voordat de houder van de vergunning hetzij de opgelegde werken en lasten heeft uitgevoerd, hetzij de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering daarvan. De vervulling van deze formaliteiten wordt vastgesteld in een door het college van burgemeester en schepenen afgegeven attest en bij ter post aangetekende brief aan de verkavelaar betekend. Het College bezorgt een afschrift van dit attest aan de gemachtigde ambtenaar.

Behalve wanneer de overheid voor de voorzieningen zorgt, blijft de houder van de verkavelingsvergunning gedurende tien jaar, samen met de aannemer en de architect van de voorzieningen van de verkaveling, binnen de bij de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek bepaalde perken hoofdelijk aansprakelijk ten overstaan van het Gewest, de gemeente en de kopers van de percelen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE 14 — FORMULIER R

BEROEP BIJ DE GEMACHTIGD AMBTENAAR**(1) BESLISSING TOT — TOEKENNING — WEIGERING**

VAN DE STEDENBOUWKUNDIGE VERGUNNING

De gemachtigd ambtenaar,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Overwegende dat ... een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend met betrekking tot een goed gelegen te ... gekadastreerd afdeling ... en met als voorwerp...;

(1) (2) Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... met datum van ... de stedenbouwkundige vergunning — toegekend — onder voorwaarden toegekend — geweigerd — heeft;

(1) (2) Overwegende dat de beslissing van het college van burgemeester en schepenen door de aanvrager — de gemachtigd ambtenaar — ontvangen is op...;

(1) (2) Overwegende dat de aanvrager met datum van ... een beroep heeft ingediend bij de gemachtigd ambtenaar, ontvangen op...; dat het onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn — niet onder wettelijke vorm en binnen de wettelijke termijn is ingediend; dat het ontvankelijk — onontvankelijk is;

(2) (3) Overwegende dat er een niet-ervallen stedenbouwkundig attest nr. 2 met betrekking tot de aanvraag is afgeleverd met datum van ...;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is — in een omtrek ... - in een ... gebied op het gewestplan van ..., aangenomen bij ... van ... dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in de omtrek van het gemeentelijk plan van aanleg ... goedgekeurd bij ... van ..., en dat niet opgehouden heeft uitwerking te hebben voor voornoemd goed;

(2) (3) Overwegende dat het goed gelegen is op de kavel nr. ... in de omtrek van verkaveling nr. ... niet ervallen vergund bij ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen dat van toepassing is in de beschermingsgebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw van toepassing is op het grondgebied waarvan het goed gelegen is krachtens ... van ...;

(2) (3) Overwegende dat het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden van toepassing is op het grondgebied waar het goed krachtens ... van ... gelegen is;

(2) (3) Overwegende dat het goed in een ... gebied gelegen is in het gemeentelijk structuurplan aangenomen bij ... van ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement goedgekeurd bij ... van ... van kracht is over het gehele gemeentelijke grondgebied waar het goed gelegen is en alle punten bedoeld in artikel 78, § 1, van voornoemd Wetboek inhoudt; dat het goed gelegen is in een — gebied- ondergebied - ... in bedoeld reglement;

(2) (3) Overwegende dat de gewestelijke of gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen zoals volgt eveneens van toepassing zijn op het gemeentelijk grondgebied of het gedeelte ervan waar het goed gelegen is; ...;

(1) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag een korte uiteenzetting van de milieueffectenrapportering omvat — niet omvat;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een Natura 2000-gebied als bedoeld in artikel 1bis, enig lid, 18°, van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in de omtrek van een gebied dat aangewezen is krachtens artikel 6 van de wet van 12 juli 1973 over het natuurbehoud, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 november 2001 betreffende de instandhouding van de Natura 2000-gebieden, evenals van de wilde fauna en flora;

(1) (2) Overwegende dat de vergunningsaanvraag verband houdt met een goed dat gelegen is in een waterwinnings-, preventie- of bewakingsgebied in de zin van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een " Société publique de Gestion de l'Eau " (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) en bij het decreet van 12 december 2002;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed — gelegen in één van de dunbevolkte gebieden die niet met riolering zijn uitgerust en waar een individueel waterzuiveringssysteem in de zin van artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 aangelegd zal worden — dat, hoewel in een agglomeratiezone gelegen, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, evenals bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied waarvan de regeling toepasselijk werd gemaakt bij beslissing van ..., en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(1) (2) Overwegende dat de aanvraag verband houdt met een goed gelegen in de omtrek van het ontwerp van saneringsplan per hydrografisch onderbekken van ... - waarin bedoeld plan opgenomen is als zelfstandig saneringsgebied, en dat het voorwerp moet uitmaken van een individuele zuivering in de zin van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als collectief saneringsgebied, het voorwerp kan uitmaken van een individuele zuivering krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater — dat, hoewel opgenomen als zelfstandig saneringsgebied, vrijgesteld kan worden van individuele zuivering krachtens artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 22 mei 2003 betreffende het algemeen reglement voor de sanering van stedelijk afvalwater;

(2) (3) (4) Overwegende dat de vergunningsaanvraag niet conform is aan om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de beslissing van de gemachtigd ambtenaar over de afwijkingsaanvraag die het College van Burgemeester en Schepenen op ... aan hem heeft gericht, gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is; dat zijn beslissing als volgt luidt en als volgt gemotiveerd is : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat de vergunningsaanvraag aan bijzondere bekendmakingsmaatregelen is onderworpen om volgende reden(en) : ...;

(1) (2) (3) Overwegende dat er ... bezwaarschrift(en) — geen bezwaarschrift(en) is — zijn ingediend; dat er een overlegvergadering — geen overlegvergadering plaatsgevonden heeft;

(1) (2) (3) Overwegende dat hierna vernoemde dienst(en) en commissie(s) geraadpleegd is — zijn om volgende reden(en) :

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

— (dienst/commissie) ... : (reden) ...; dat zijn op ... ingewonnen en op ... overgemaakt advies gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -; (4)

(1) (2) Overwegende dat het advies van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ingewonnen is op ... overeenkomstig artikel 116, § 1, 2°, en overgemaakt op ..., gunstig — onder voorwaarden gunstig — ongunstig is — geacht is bij ontstentenis gunstig te zijn -;

(3) (9) Overwegende dat

.....

Beslist :

(1) Artikel 1. — De door ... aangevraagde stedenbouwkundige vergunning is — toegekend — geweigerd.

(6) — De houder van de vergunning dient :

(2) (6) (7) Artikel ... - De vergunde werken en handelingen worden uitgevoerd in ... opeenvolgende fasen, zoals hierna aangegeven : ...

(6) (8) Artikel ... - De vergunde handelingen of werken mogen niet behouden blijven na...

Artikel ... - Van deze beslissing wordt uitgifte gegeven aan de aanvrager, aan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente ... en aan de gemachtigd ambtenaar.

(6) Artikel ... - De houder van de vergunning licht het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigd ambtenaar bij aangetekend schrijven in over de aanvang van de vergunde werken of handelingen, ten minste acht dagen vóór aanvang ervan.

(6) Artikel ... - Deze vergunning stelt niet vrij van de verplichting om bij andere wetten en regelgevingen, inzonderheid ..., opgelegde vergunningen of toelatingen aan te vragen.

Artikel ... - De persoon aan wie de handeling bestemd is, heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen bij de Raad van State door middel van een verzoekschrift ondertekend door hemzelf en een op de tabel van de orde ingeschreven advocaat, op de lijst van de stagiairs evenals, volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek, door één van de onderdanen van een Staat die lid is van de Europese Unie en die gemachtigd is om het beroep van advocaat uit te oefenen, binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van deze beslissing.

Het verzoekschrift moet bij ter post aangetekend schrijven aan de Raad van State opgestuurd worden.

Het verzoekschrift wordt gedateerd en bevest overeenkomstig artikel 1 van de procesverordening :

1° naam, hoedanigheid en verblijfplaats of zetel van de verzoeker;

2° het voorwerp van de aanvraag of van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen;

3° naam, verblijfplaats of zetel van de verweerder.

Bovendien dienen volgens artikel 85 van de procesverordening drie door de ondertekenaar eensluidend verklaarde afschriften bij het verzoekschrift te worden gevoegd, met daarnaast evenveel afschriften als er verweerders bij de zaak zijn.

Een afschrift van de omstreden beslissing dient bij het verzoekschrift te worden gevoegd overeenkomstig artikel 3 van de procesverordening.

Te, op

De Minister,

(1) Schrappen of uitwissen wat niet past

(2) Schrappen of uitwissen indien dat niet het geval is.

(3) Schrappen of uitwissen indien het beroep bij de Regering onontvankelijk is.

(4) De voorschriften van het gewestplan, van het gemeentelijk plan van aanleg, van de verkavelingsvergunning, van het gewestelijk of gemeentelijk stedenbouwkundig reglement waarvan de vergunningsaanvraag afwijkt, aangeven.

(5) Eén of meer gedachtenstreepjes toevoegen indien nodig.

(6) Schrappen of uitwissen indien de vergunning niet is afgeleverd.

(7) Voor elke andere fase dan de eerste het aanvangspunt van de vervaltermijn aangeven.

(8) Enkel te gebruiken in de gevallen bedoeld in artikel 88 van voornoemd Wetboek.

(9) De overwegingen in feite en in rechte aangeven die als grondslag dienen voor de beslissing.

UITTREKSELS UIT HET WAALSE WETBOEK VAN RUIMTELIJKE ORDENING, STEDENBOUW EN PATRIMONIUM

1) AANPLAKKING VAN DE VERGUNNING

Art. 134. De aanvrager moet een leesbaar bericht laten aanplakken op het terrein langs de openbare weg, waarbij wordt aangekondigd dat de vergunning is verleend, hetzij vóór de aanvang van de werken en tijdens de hele duur ervan wanneer het om werken gaat, hetzij, in de andere gevallen, vanaf de voorbereidingen, vooraleer de handeling(en) is (zijn) uitgevoerd en tijdens de hele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die periode moeten de vergunning en het bijgevoegde dossier of een door de gemeente of de gemachtigde ambtenaar voor echt verklaard afschrift van deze documenten permanent ter beschikking liggen van de in artikel 159 bedoelde ambtenaren op de plaats waar de werken en handelingen worden uitgevoerd.

2) VERVALLEN VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 1. De vergunning vervalt indien de begunstigde binnen twee jaar na de verzending ervan niet op een significante wijze met de werken is gestart.

§ 2. De vergunning vervalt voor de overige werken indien deze niet volledig werden uitgevoerd binnen vijf jaar na de verzending ervan, behalve wanneer ze in fasen uitgevoerd mogen worden. In dat geval bepaalt de vergunning de vervaldatum voor elke fase, met uitzondering van de eerste.

De vergunning vervalt van rechtswege.

3) VERLENGING VAN DE VERGUNNING

Art. 87. § 3. De vergunning kan evenwel met één jaar verlengd worden op verzoek van de begunstigde ervan. Het verzoek moet ingediend worden binnen dertig dagen vóór de in artikel 87, § 1 bedoelde vervaldatum.

De verlenging wordt toegestaan door het college van burgemeester en schepenen.

4) CERTIFICERING VAN DE CONFORMITEIT VAN DE WERKEN

Art. 139. — § 1. De vergunningsgerechtigde dient te laten verifiëren of de staat van het goed conform is aan de vergunning, uiterlijk binnen een termijn van zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, of vóór een overdracht.

Indien het een overdracht betreft die meer dan drie jaar na een verificatie plaatsvindt, dient de overdrager te laten verifiëren of zijn goed conform is aan de vergunning vóór de akte van overdracht. Een verificatie is evenwel vereist vóór elke overdracht die plaatsvindt na een voorlopige verificatie.

§ 2. De verificatie wordt verricht door een erkend certificeerder die gekozen wordt door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

Als de gemeente het stedenbouwkundig eenvormigheidsattest of het stuk waarmee de weigering van het stedenbouwkundig attest bevestigd wordt, niet gekregen heeft aan het einde van de zes maanden volgend op de afloop van de termijn bepaald bij artikel 87, § 2, geeft het college van burgemeester en schepenen of het personeelslid dat bedoeld College daartoe machtigt van ambtswege opdracht tot het doorvoeren van de verificatie aan een erkend certificeerder.

In alle gevallen worden de verificatiekosten gedragen door de vergunningsgerechtigde of de overdrager.

In de vergunning wordt melding gemaakt van de eventuele fases voor de verwezenlijking van de bouwwerken met vermelding van de aanvang van elke fase.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de vorm van de aanvragen en beslissingen betreffende de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de wijzigingen van verkavelingsvergunningen.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET